



cyberpresse.ca

# LA PRESSE

RICHARD LABBÉ  
À CHICAGO

MIGUEL BUJOLD  
À PITTSBURGH

SPORTS PAGES 1 À 3

VERS LE SUPER BOWL

## PLACE À LA CLASSIQUE!

Les Steelers de Pittsburgh et les Packers de Green Bay, deux équipes légendaires, s'affronteront au Super Bowl. Un rendez-vous prometteur. **La Presse y sera.**

Josh Mauga (58) et Ben Roethlisberger (7)  
PHOTO MAIT SULLIVAN REUTERS

**L'empreinte de Geoff Molson** LA CHRONIQUE DE PHILIPPE CANTIN SPORTS PAGE 4

### LE QUÉBEC BRANCHÉ

La voiture électrique a de nouveau la cote et des projets audacieux mijotent dans la province.

HÉLÈNE BARIL  
LA PRESSE  
AFFAIRES  
PAGES 2 ET 3

#### MAIRE ET PILOTE D'ESSAI ÉLECTRIQUE

SÉBASTIEN TEMPLIER  
L'AUTO PAGES A14 ET A15



Jean Martel  
PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

### EXCLUSIF VENTE DE LA GARE VIGER

# DES PRESSIONS DU MAIRE

Un courriel confidentiel obtenu par *La Presse* montre que le maire **Gérald Tremblay** a demandé à des fonctionnaires de masquer l'évaluation municipale d'un immeuble avant sa vente à un groupe de promoteurs représenté par un de ses supporters. L'évaluation frisait les **15 millions**, mais la vente s'est bouclée à **9 millions**. **ANDRÉ NOËL** PAGE A4

### Eaux troubles à la Ville

MICHÈLE OUIMET PAGE A5



L'ancienne gare Viger  
PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

### TRAITEMENT DE L'AUTISME

## « Certains établissements font n'importe quoi »

L'intervention comportementale intensive offerte à plus de **800 enfants québécois** ne fait l'objet d'aucun contrôle de qualité. **ARIANE LACOURSIÈRE** PAGES A2 ET A3



### L'INFATIGABLE AMBASSADEUR



**Alain Lefèvre** sera interprète, animateur et compositeur pour faire connaître les artistes d'ici. **ARTS ET SPECTACLES** PAGE 1

### EXCLUSIF

### DÉNEIGEMENT EN SOUS-TRAITANCE

## LE CONSEIL DE MASCOUCHE A DONNÉ SON AVAL

FABRICE DE PIERREBOURG  
PAGE A8

### CHRONIQUE

## La liberté n'est plus où elle était...

AGNÈS GRUDA PAGE A17

### L'AMOUR À -30°C



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le Québec connaît une vague de froid intense. Cela n'a toutefois pas empêché des parents d'attendre toute la nuit devant la porte de l'école Lanauère pour s'assurer d'y obtenir une place pour leurs enfants. **DAPHNÉ CAMERON** PAGE A10



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**

J'accepte d'être jugé à une seule condition : que ce soit par le juge Bastarache.  
— Jean-Claude Duvalier

Venez voir mon blogue! [cyberpresse.ca/laporte](http://cyberpresse.ca/laporte)

**ESPACE DE DÉCOUVERTES** [Radio-Canada.ca/musique](http://Radio-Canada.ca/musique)

**ESPACE MUSIQUE 100,7 FM**

## TRAITEMENT DE L'AUTISME



## UNE QUALITÉ DE

Depuis 2003, tous les enfants autistes du Québec sont aidés de la même façon : de 2 à 5 ans, chacun reçoit jusqu'à 20 heures d'intervention comportementale intensive (ICI) par semaine dans les centres de réadaptation en déficience intellectuelle de la province. Mais outre le fait que plusieurs experts remettent en question l'efficacité de cette technique, aucun contrôle de qualité n'est fait sur le terrain, a appris *La Presse*.



ARIANE LACOURSIÈRE

L'intervention comportementale intensive (ICI) n'est pas appliquée correctement et uniformément partout. Certains établissements font n'importe quoi», estime Nathalie Poirier, professeure de psychologie à l'UQAM et spécialiste de l'ICI. Depuis 2003, cette approche est utilisée auprès des enfants atteints d'un trouble envahissant du développement (TED) de 0 à 5 ans du Québec afin d'accélérer leur développement.

Lundi dernier, *La Presse* s'est rendue dans une garderie de Longueuil pour voir comment la petite Céleste Odalis, 5 ans, répondait à l'ICI. Tous les jours depuis septembre, l'éducatrice Isabelle Gagnon passe quatre heures avec Céleste. La petite parvient maintenant à résoudre des casse-têtes plutôt complexes. Mais à l'exception de bruits diffus, elle ne parle pas. « C'est ce qu'on appelle un enfant autiste non verbale », résume M<sup>me</sup> Gagnon.

L'intervention a fait beaucoup de bien à Céleste. La petite qui faisait

constamment des crises s'est calmée. Assise face à Céleste à une petite table, M<sup>me</sup> Gagnon tient un crayon dans une main et un toutou dans l'autre. Elle demande à Céleste de pointer le crayon. La petite s'exécute. « Bravo! » crie M<sup>me</sup> Gagnon. L'intervenante fait cet exercice plus de 30 fois par jour. « Chaque fois, le crayon doit être dans ma main droite. Si je le change de côté, ça devient trop difficile, note-t-elle. Céleste ne le trouve pas. »

Même si les progrès de Céleste semblent minces, son intervenante estime que la petite a beaucoup progressé. « Elle parle maintenant avec des pictogrammes, ce qu'elle ne faisait pas avant », affirme-t-elle.

Si Céleste semble avoir bénéficié de l'ICI, Sophie Bellemare présente un tout autre point de vue. Mère d'un jeune autiste, elle estime que l'ICI n'a apporté aucun bénéfice à son enfant. Elle ne sait pas qui montrer du doigt. Mais elle est déçue. « Les nombreuses heures d'ICI n'ont pas donné les résultats escomptés », dit-elle.

« Il y a une grande disparité entre la qualité des services offerts dans les différents CRDI du Québec », dit Normand Giroux, professeur de psychologie à l'UQAM. « Certains sont incroyables, et d'autres font dur », tranche-t-il. Selon lui, il est inacceptable que la province ne fasse aucun contrôle de qualité dans les CRDI.

La directrice générale de la Fédération québécoise des CRDI, Diane Bégin, reconnaît que ni le ministère de la Santé ni les agences de la santé ne vérifient directement la qualité des programmes d'ICI, dont les coûts s'élèvent à 25 millions par année. « C'est la responsabilité des établissements d'appliquer les programmes convenablement », dit-elle.

Les établissements partagent un « guide de pratiques ». Mais M<sup>me</sup> Bégin reconnaît que chaque région fait face à des situations particulières. Par exemple, certains CRDI manquent cruellement de personnel et ne peuvent pas appliquer l'ICI selon les normes. Des établissements n'offrent pas les 20 heures par semaine par enfant qui sont recommandées. « Ils préfèrent donner un peu moins d'heures, mais à un plus grand nombre d'enfants pour diminuer les listes d'attente », note M<sup>me</sup> Bégin.

Car les listes d'attente sont longues. La moitié des enfants attendent un an et plus après avoir reçu leur diagnostic avant de commencer l'ICI.

**Six heures de moins**

Alors que les normes recommandent 20 heures par semaine d'intervention directe, la moyenne provinciale est plutôt de 14 heures, selon M. Giroux, qui qualifie la situation d'« inacceptable ». « Ça manque totalement de sens. Les 20 heures sont essentielles pour assurer la qualité des résultats. C'est comme si une femme prenait la pilule anticonceptionnelle juste le vendredi : ça ne fonctionnerait pas », dit-il.

Dans son rapport publié en octobre 2009, la protectrice du citoyen a dénoncé le fait que l'ICI est comprise et appliquée de multiples façons dans la province. La protectrice a indiqué avoir obtenu « autant de définitions de l'ICI que d'intervenants interrogés ». *La Presse* a vécu la même situation au cours de la préparation de ce dossier. La Société canadienne de l'autisme estime aussi que « l'absence de normes nationales prive les personnes atteintes d'un TED de l'accès universel à des traitements identiques partout au pays », peut-on lire sur le site internet de l'organisme.

**SOMMAIRE**

Amusez-vous!	AFFAIRES 12
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Décès	AFFAIRES 10
Forum	A 18 et 19
Horaires télévision	ARTS 4
Loteries	A 12
Monde	A 16 et 17
Personnalité	SPORTS 8
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 9
Sudoku	AFFAIRES 4

**Météo**

Ensoleillé avec quelques passages nuageux, maximum -22, minimum -25. AFFAIRES 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?  
[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)



Tous les jours depuis septembre, une éducatrice passe quatre heures avec Céleste, 5 ans. La petite parvient maintenant à résoudre des casse-têtes plutôt complexes. Mais à l'exception de bruits diffus, elle ne parle pas.

PHOTOS IVANOH DEMERS, LA PRESSE

# SERVICE INÉGALE

## ET LES ADULTES?

ARIANE LACOURSIÈRE

A line Moreau est mère seule d'un autiste de 23 ans nommé Simon. Selon elle, il est déplorable que le Québec concentre toutes ses ressources pour intervenir auprès des enfants de 0 à 5 ans et qu'il n'aide pratiquement pas les adultes autistes.

Lourdement atteint, Simon a tout de même en poche un diplôme de cinquième secondaire. « Mais il est passé d'une année à l'autre sans rien comprendre. Il a les acquis d'un enfant de sixième année », estime sa mère.

La communication entre M<sup>me</sup> Moreau et son fils est difficile. « Quand je ne le comprends pas, il devient violent », dit-elle.

Au cours des dernières années, M<sup>me</sup> Moreau a souvent été victime des colères de son fils. Elle a eu deux commotions cérébrales et cinq doigts cassés. « Au lieu qu'il aille dehors et passe sa colère sur n'importe qui, je l'ai toujours laissé m'agresser. C'est ma façon de le protéger », dit-elle.

En mars 2009, les colères de Simon étaient devenues ingérables. M<sup>me</sup> Moreau avait besoin d'aide, mais ne savait pas vers qui se tourner. « Personne ne voulait le prendre », se souvient-elle. C'est finalement un centre qui aide les jeunes délinquants qui a accueilli Simon quelques jours.

Depuis, M<sup>me</sup> Moreau a déménagé à Joliette. « Je me suis acheté deux appartements dans la même rue. J'habite dans un condo et mon fils dans l'autre. Je n'aurais pas pu m'acheter deux condos à Montréal parce que c'était trop cher », raconte-t-elle. Pour aller travailler dans la métropole, M<sup>me</sup> Moreau doit faire de trois à quatre heures de transport par jour.

« Je dois appeler Simon à 9h30 pour le réveiller. Puis à 10h30 pour lui dire de faire sa vaisselle. Je dois faire deux épicerie, deux lavages. C'était plus simple de

l'avoir chez moi. Mais je ne pouvais plus. C'est la solution que j'ai trouvée », dit-elle. Mais cette solution hypothèque sa qualité de vie et sa santé financière. « Le gouvernement ferme les yeux sur les autistes après 5 ans. Le réseau scolaire n'a pas les ressources pour les aider correctement. Et devenus adultes, les autistes sont laissés pour compte », dit-elle.

Fondatrice de l'entreprise CONSULTED et elle-même autiste, Brigitte Harrison affirme que les autistes adultes sont actuellement « dans les quatre P ». « Ils sont en prison, en psychiatrie, chez leurs parents ou au paradis », dit-elle. M<sup>me</sup> Harrison juge déplorable que le gouvernement diminue de façon draconienne les services aux autistes quand ceux-ci ont plus de 5 ans. « C'est comme si on disait aux jeunes diabétiques qu'après 6 ans, ils n'auraient plus d'insuline... Ça n'a pas de bon sens », dit-elle.

Le Dr Sylvain Palardy dirige une clinique de pédopsychiatrie au Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine. De 35 % à 40 % des enfants qu'il voit sont atteints de TED. Selon lui, il est aberrant que le gouvernement paie pour 20 heures d'intervention comportementale intensive aux enfants de 0 à 5 ans, mais qu'après, presque tout s'arrête. Dans son rapport publié en octobre 2009, la protectrice du citoyen a d'ailleurs noté « qu'aucune étude n'a encore été menée pour savoir l'impact de la cessation de l'ICI au primaire ».

Responsable du programme d'ICI au CRDI Montérégie-Est, Gilles Lemaire reconnaît que la majeure partie des investissements va aux enfants d'âge préscolaire. Mais il souligne que certains services sont offerts après. « Il ne faut pas négliger l'apport d'une intervention comportementale précoce. Pour chaque enfant qu'on peut aider et qui ne terminera pas sa vie dans un logement supervisé, ça vaut le coup », dit-il.



## VENTE DE LA GARE VIGER

## L'évaluation passée sous silence

Suivant la demande de Gérald Tremblay et Frank Zampino, l'immeuble évalué à 14,7 millions a été cédé pour 9 millions à une société proche d'Union Montréal

EXCLUSIF

ANDRÉ NOËL

Un courriel confidentiel, que vient d'obtenir *La Presse*, montre que le maire Gérald Tremblay a demandé à des fonctionnaires de masquer une information importante avant la vente d'un immeuble de la Ville de Montréal à un groupe de promoteurs représenté par un de ses supporters.

En 2005, le maire et Frank Zampino, alors président du comité exécutif, ont demandé de biffer le montant de l'évaluation municipale de la gare Viger et d'accepter l'offre d'achat présentée par Développement Télémedia et ses partenaires. L'évaluation était de 14,7 millions et l'immeuble a été vendu 9 millions.

Un des principaux représentants de Développement Télémedia est Philip O'Brien, qui a soutenu le parti du maire, Union Montréal. Il a versé 500\$ à la caisse du parti en 2005 et 1000\$ en 2006.

À cette époque, Développement Télémedia et ses partenaires ont offert d'acheter la gare-hôtel et deux autres bâtiments, situés face au square Viger. Les fonctionnaires ont analysé l'offre et préparé un dossier, qui devait être discuté au comité exécutif.

Le dossier a été « retiré de l'ordre du jour pour faire l'objet d'une modification », indique un courriel, signé le 11 juillet 2005 par une analyste de la Direction du processus décisionnel.

La raison: le maire et M. Zampino avaient demandé à Jacques DesLauriers, alors directeur du processus décisionnel, de ne pas mentionner le montant de l'évaluation municipale dans ce dossier, qui devait par la suite être présenté au conseil municipal.

« Suite à la rencontre de M. DesLauriers avec le Maire et M. Zampino, il a été demandé que le Service apporte une correction à son dossier, à savoir: dans la section "Aspects financiers", enlever la phrase "L'évaluation municipale, pour les trois immeubles, est de plus ou moins 14 millions" », indique le courriel.

## Sans réserve

Par ailleurs, Sammy Forcillo, alors conseiller politique auprès de M. Zampino, a demandé au service des finances de ne plus faire état de ses « réserves » envers la vente. Aujourd'hui, M. Forcillo est conseiller municipal, mais à l'époque, il ne l'était pas.

« De plus, M. Forcillo communiquera avec le Service des finances pour qu'il modifie son intervention afin qu'elle soit libellée "Avis favora-



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

La gare Viger a été vendue en 2005 sous engagement que la construction d'un hôtel de luxe, de bureaux, de commerces et d'immeubles résidentiels débuterait dans une fenêtre de trois ans. Or, à ce jour, rien n'est encore fait.

ble avec commentaires" au lieu de "Avis favorable avec réserve", indique le courriel. Dès que les corrections auront été apportées, le dossier sera réinscrit à l'ordre du jour du comité exécutif du 13 juillet 2005.»

Il y a deux semaines, *La Presse* a indiqué au cabinet du maire qu'elle avait en sa

qu'elle ne correspondait pas à la réalité. « La valeur de 14,7 millions avait été attribuée à des terrains plus grands que ceux qui allaient être vendus », a-t-il dit.

Pourtant, cette même évaluation – 14,7 millions – apparaît en toutes lettres dans l'acte de vente, conclu en mai 2006. « C'était une simple

la vente de la gare Viger en 2008, avant les dernières élections. Il a comparé cette transaction avec trois autres ventes faites par la Ville et conclu que la gare Viger et les deux hectares de terrains vendus à Développement Télémedia et ses partenaires valaient plutôt 40 millions de dollars.

cheville ouvrière d'Union Montréal (le parti du maire). La vente s'est faite au rabais, sans appel d'offres. Les promoteurs sont maintenant assis sur une mine d'or.»

*La Presse* a tenté de joindre M. O'Brien, sans succès. Jan Schöningh, autre représentant des promoteurs et président du groupe Homburg pour l'Amérique du Nord, affirme que la Ville a fait une bonne affaire en vendant la gare pour 9 millions.

Michel Nadeau, directeur des transactions immobilières à la Ville, a rappelé que la Commission scolaire de Montréal avait retiré son offre d'acheter la gare Viger pour 6 millions, en 2002. « Les calculs faits par Richard Bergeron ne tiennent pas la route, a-t-il dit. Avant de vendre, la Ville avait évalué qu'il y avait pour au moins 13 millions de dollars de rénovations à faire. »

« Suite à la rencontre de M. DesLauriers avec le Maire et M. Zampino, il a été demandé que le Service (du processus décisionnel) apporte une correction à son dossier, à savoir: dans la section "Aspects financiers", enlever la phrase "L'évaluation municipale, pour les trois immeubles, est de plus ou moins 14 millions". » — Extrait d'un courriel confidentiel signé par une analyste de la Direction du processus décisionnel

possession ce courriel confidentiel et d'autres documents sur la vente de la gare Viger. Une semaine plus tard, une rencontre a été organisée à l'hôtel de ville. « Il n'y a pas eu de faveurs dans ce dossier », a déclaré d'emblée la porte-parole du maire, Christiane Miville-Deschênes.

Michel Nadeau, directeur des stratégies et transactions immobilières, a dit que les fonctionnaires avaient approuvé les modifications demandées par Gérald Tremblay, Frank Zampino et Sammy Forcillo. « Je vous jure que les cadres et les fonctionnaires ne font pas de modifications dans leurs dossiers s'ils ne sont pas d'accord », a-t-il dit.

Selon M. Nadeau, le maire et M. Zampino ont demandé de biffer l'évaluation municipale des immeubles parce

convention entre l'acheteur et le vendeur », a dit M. Nadeau. Recalculer l'évaluation aurait été inutilement compliqué, a-t-il ajouté. Une évaluation réalisée en 2000 avait fixé la valeur marchande de la gare Viger entre 2,3 et 5,3 millions, en excluant les deux autres immeubles et les terrains.

Quant à l'intervention de M. Forcillo, il était normal qu'il demande au service des finances de ne plus faire état de ses réserves, a dit M. Nadeau. « Un avis favorable avec réserve, cela signifie qu'il reste des points à discuter, a-t-il dit. Ces points-là ont été résolus et la réserve n'avait plus lieu d'être. »

## Renvoi d'ascenseur?

Richard Bergeron, chef de Projet Montréal, deuxième parti de l'opposition à l'hôtel de ville, a analysé en détail

« Ma théorie sur la gare Viger, c'est qu'il s'agit d'un renvoi d'ascenseur. On dit couramment de Phil O'Brien qu'il a été l'assembleur et la

## RETARD DANS LA CONSTRUCTION

En achetant la gare Viger en 2006, le consortium Viger DMC International a annoncé un investissement de 400 millions de dollars dans la construction d'un hôtel de luxe, de bureaux, de commerces et d'immeubles résidentiels. Selon le contrat de vente, le consortium avait trois ans pour commencer les travaux, sinon des pénalités seraient imposées. Une lettre de garantie bancaire de 3 millions de dollars devait être remise à la Ville en novembre dernier.

Cinq ans plus tard, la construction n'a pas commencé. Michel Nadeau, directeur des transactions immobilières à la Ville, a indiqué qu'il attendait la lettre de certificat bancaire pour bientôt, pour un total de 1 million. Selon lui, le promoteur a fait d'importantes dépenses, notamment pour démolir un petit immeuble et désamianter la gare. Jan Schöningh, un des représentants du consortium, a suggéré que le projet pourrait vraiment prendre son envol au moment de la construction du nouveau CHUM, situé à quelques coins de rue.

— André Noël

Un sourire éclatant  
à tout prix

CE SOIR 19 h  
LÉGITIME  
DÉPENSE

telequebec.tv

GEL, DENTIFRICE, GOMME, BANDETTES : COUP D'ŒIL SUR  
L'EFFICACITÉ DES PRODUITS POUR BLANCHIR LES DENTS.



Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

# Eaux troubles à la Ville



MICHÈLE  
OUMIET  
CHRONIQUE

C'est la première fois que Gérard Tremblay est directement impliqué dans une histoire qui ne sent pas bon. La première fois qu'une ingérence du maire est documentée, grâce à un courriel que mon collègue André Noël a obtenu.

L'histoire tourne autour de la vente d'un terrain qui appartenait à la Ville. L'imposant édifice de l'ancienne gare Viger, rue Saint-Antoine, a été vendu en 2006 à un groupe d'investisseurs. Montant: 9 millions. Pourtant, l'évaluation municipale frisait les 15 millions. Pourquoi un tel écart?

Parmi les acheteurs, Développement Télémedia, dont un des représentants et administrateurs est Philip O'Brien, homme d'affaires connu, supporteur de Gérard Tremblay. Il a contribué à plusieurs reprises à la caisse électorale du parti Union Montréal et il siège au conseil d'administration de la fondation du maire.

Développement Télémedia et ses partenaires caressaient de grands projets pour l'ancienne gare: hôtel de luxe de 227 chambres, 289 logements, 25 000 mètres carrés d'espaces commerciaux. Un projet de 400 millions, un des plus importants à Montréal. L'Office de consultation publique avait scruté le dossier. Grand branle-bas de combat. Cinq ans plus tard, il n'y a rien, pas l'ombre d'une pelle-tée de terre.

Le comité exécutif de la Ville s'est penché sur la transaction en juillet 2005. Quatre

mois plus tôt, en mars, le gouvernement avait annoncé en grande pompe que le CHUM serait construit sur les terrains de l'hôpital Saint-Luc, à deux pas de la gare Viger. Un projet de plusieurs milliards. Ce quartier de Montréal, balaféré par l'autoroute Ville-Marie, hanté par les sans-abri, allait recevoir un sérieux coup de pouce dans les années à venir. Sachant cela, pourquoi la Ville a-t-elle vendu l'ancienne gare au rabais?

Parlons du maire maintenant.

Les eaux deviennent vraiment troubles.

Le maire et son bras droit, Frank Zampino, sont intervenus dans la transaction. Le dossier a été déposé au comité exécutif, puis retiré pour être modifié. C'est là que le fameux courriel est arrivé. Il indiquait qu'à la suite d'une «rencontre de M. DesLauriers avec le maire et M. Zampino», le montant de

*Gérald Tremblay n'a jamais été un adepte de la microgestion. Au contraire, il a passé une bonne partie de son dernier mandat à dire qu'il ne savait rien. Eh bien, cette fois-là, il savait drôlement tout et dans les moindres détails, s'il vous plaît.*

l'évaluation municipale, 14,7 millions, serait «enlevé» du dossier.

M. DesLauriers était le directeur du processus décisionnel.

Depuis quand un maire intervient-il dans une tran-



Le maire de Montréal, Gérald Tremblay.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

saction immobilière pour demander que des informations soient biffées? Surtout de la part de Gérald Tremblay, qui n'a jamais été

plait. N'avait-il pas une ville de 1,6 million d'habitants à gérer? Pourquoi cet intérêt soudain pour la vente d'un terrain?

vendre à 9 millions quand le terrain est évalué à 14,7?

Troublant.

Ce n'est pas tout, le courriel continue: «De plus, peut-on lire, (Sammy) Forcillo communiquera avec le Service des finances pour qu'il modifie leur intervention afin qu'elle soit libellée "Avis favorable avec commentaires" au lieu de "Avis favorable avec réserve".»

Pourquoi? Pour que le dossier passe comme du beurre dans la poêle, sans que les élus posent trop de questions? À l'époque, M. Forcillo était le conseiller politique de M. Zampino. Depuis quand un conseiller politique demande-t-il à des fonctionnaires de changer leur évaluation dans une transaction de plusieurs millions? C'est une intervention inacceptable. On parle d'une bâtisse de la Ville qui appartient, par extension, à tous les Montréalais. Le processus doit être totalement transparent et les contribuables veulent en avoir pour leur argent.

Autre question: pourquoi le terrain a-t-il été vendu de gré à gré? Pourquoi ne pas avoir mis la bâtisse sur le marché? La Ville aurait peut-être obtenu une somme nettement supérieure. Il y aurait probablement eu d'autres acheteurs, surtout avec l'annonce de la construction du CHUM.

La Ville n'a rien fait d'illégal, souligne le directeur des stratégies et transactions immobilières, Michel Nadeau. Elle a parfaitement le droit de vendre ses terrains et ses bâtiments comme elle l'entend. Elle a trois choix: de gré à gré, sur invitation ou en lançant un appel public de propositions.

Pour Viger, la Ville a choisi de gré à gré.

Pourquoi, M. le maire?



Pour joindre notre chroniqueuse: michèle.ouimet@lapresse.ca

 **CARRIÈRES**  
POUR TROUVER.

Le samedi dans **LA PRESSE**

**BMWCanbec.com** BMW Canbec  Le plaisir de conduire.

Votre concessionnaire de choix! Depuis 1970.

**SPÉCIAL DÉBUT D'ANNÉE**



**Démo 323i Berline 2011**  
**Édition de luxe**

« Démo » Stock #11519 (6,500km) Argent,  
« Démo » Stock #11688 (6,000km) Blanc,  
« Démo » Stock #11689 (5,000km) Blanc,

- Toutes équipées
- Transmission automatique 6 rapports avec STEPTRONIC

**550 \$/mois\*** **TAXES INCLUSES**

PDSF \$43,547<sup>01</sup> Prix de vente \$37,637<sup>74</sup>

 **ENSEMBLE D'HIVER INCLUS**

\* Maintenance incluse pour 4 ans/80,000 kms. Transport et préparation inclus.  
0\$ comptant, 16 000 km/année et location 48 mois. Offre valide jusqu'au 31 janvier 2011.

Pour toutes informations  
**1.866.232.4616**  
ventes@bmwcanbec.ca 4090 Jean-Talon O, Montréal

**INVENTAIRE**  
**lundi 24 janvier**

nos magasins seront  
**FERMÉS**

TOUTES NOS EXCUSES POUR LES INCONVÉNIENTS CAUSÉS PAR LA PRISE DE NOTRE INVENTAIRE ANNUEL

**VOUS POUVEZ FAIRE VOS ACHATS SUR WWW.SIMONS.CA**



QUÉBEC Place Ste-Foy · Galeries de la Capitale · Vieux-Québec · MONTRÉAL Centre-Ville · Promenades St-Bruno · Carrefour Laval · SHERBROOKE Carrefour de l'Estrie

# DEUX ANS DE SA VIE

Deux ans. Deux longues années à piqueter et sortir un journal en ligne, *Rue Frontenac*. Dans la nuit du 24 janvier 2009, le *Journal de Montréal* a décrété un lock-out, jetant 253 personnes sur le pavé, journalistes et employés de bureau. Tout le monde s'attendait à un long conflit. Un an, deux peut-être. À la veille du deuxième anniversaire, les lock-outés se posent une question : combien de temps encore ?



MICHÈLE OUIMET

Diane Dupont fixe la fiche que la secrétaire du dentiste vient de lui remettre. Assise dans la salle d'attente, elle n'arrive pas à remplir la case profession. Un an plus tôt, elle aurait écrit sans hésiter téléphoniste-vendeuse au *Journal de Montréal*, mais après 20 mois de lock-out, elle ne sait plus. Qui est-elle? Téléphoniste-vendeuse? Encore?

«Je suis partie à pleurer. Je me suis dit: "Je ne suis plus rien."»

C'était le 23 septembre 2010.

Aujourd'hui, Diane Dupont n'arrive plus à se débarrasser de sa colère. Lorsqu'elle parle de Pierre Karl Péladeau, grand patron de Québec, elle dit IL. Elle ne prononce jamais son nom. «IL n'a aucun respect pour nous.» «IL n'est pas comme son père.» «IL ne connaît aucun de ses employés.» «IL ignore qui je suis, moi, Diane Dupont, téléphoniste-vendeuse depuis des décennies.»

Elle a passé sa vie au *Journal de Montréal*. Elle avait 17 ans quand elle a été embauchée. Aujourd'hui, elle en a 52.

Depuis deux ans, sa colère enflé. Elle en veut aux patrons qui ont préparé le lock-out pendant un an et elle a une rancune tenace contre Pierre Karl Péladeau qui a fait d'elle une femme amère, habitée par le ressentiment, une femme qui se choque contre des inconnus qui lisent le *Journal de Montréal*.

«Depuis deux ans, tu n'es plus rien. Tu as une enseigne qui clignote au-dessus de ta tête qui dit lock-out. T'es quoi dans la vie? Un lock-outé? Ça veut rien dire, cibole!»

— Raynald Leblanc, photographe et dirigeant du syndicat des employés en lock-out du *Journal de Montréal*

Diane Dupont arrête souvent au même Ultramar pour prendre de l'essence et acheter un café. Un jour, l'employée lui a offert une copie du *Journal de Montréal*. Diane Dupont a dit non, un non enragé.

«Je lui ai demandé: "Est-ce que tu sais que ce journal-là est en lock-out?" Elle m'a répondu: "Oui, mais c'est mon job de l'offrir."»

La réplique de Diane Dupont a fusé, cinglante. «Ben moi aussi, c'était mon job!»

Elle ne se reconnaît plus. Cette amertume, cette agressivité qui tourne à vide. «Qu'est-ce qu'IL a fait de moi, cet homme-là?»

Depuis deux ans, sa vie se résume à *Rue Frontenac*, quo-

tidien en ligne dirigé par les employés en lock-out. Trésorière du syndicat, c'est elle qui tient les cordons de la bourse.

*Rue Frontenac* est devenu sa famille, sa bouée de sauvetage.

Assise à son bureau dans une pièce étroite qu'elle partage avec une collègue, Diane Dupont repense à l'aube du 24 janvier 2009 lorsque son téléphone a sonné à 5 h 17. Un collègue lui a annoncé que le journal était en lock-out. Elle en garde un souvenir douloureux. «Toute la journée, les gens défilaient au local du syndicat. Chaque fois que quelqu'un arrivait, on se mettait à pleurer.»

Elle se doutait que le conflit s'éterniserait. Un an? Sûrement. Deux? Peut-être.

n'avait pas encore sonné. «C'est bon signe», s'est-il dit. Puis son cellulaire a déchiré le silence de la maison. «Ça y est, on est en lock-out!»

Il faisait un froid de canard ce jour-là et TVA, qui appartient à Québecor, était dehors, en direct, face au local du syndicat.

Raynald Leblanc vit, lui aussi, une crise d'identité professionnelle. «Depuis deux ans, tu n'es plus rien. Tu as une enseigne qui clignote au-dessus de ta tête qui dit lock-out. T'es quoi dans la vie? Un lock-outé? Ça veut rien dire, cibole!»

«Ta vie est sur le hold. À la maison, on ne parle que de ça. C'est effrayant de faire ça au monde.»

Raynald Leblanc est photographe. Il a été embauché en

Même s'il aime son travail à *Rue Frontenac*, même s'il apprécie sa liberté, ses collègues et sa nouvelle famille qui s'est tricotée et soudée pendant deux ans, il avoue qu'il est fatigué.

«Si on m'avait offert un job au début du conflit, j'aurais dit: non, jamais! Aujourd'hui, j'écouterai.»

■■■

Jean-Philippe Décarie était en route pour des funérailles quand il a appris qu'il était en lock-out.

C'est lui qui coordonne la cinquantaine de journalistes de *Rue Frontenac*. Pas question de retourner au *Journal de Montréal*. Il n'aime pas ce que son quotidien est devenu. «Je ne suis pas en faveur d'une presse de délation qui passe son temps à dénoncer les allocations de dépenses des organismes publics et à critiquer Radio-Canada et Power Corporation. Et je ne veux pas faire la promotion des bons coups de Québecor.»

Pourtant, Jean-Philippe Décarie a eu une belle carrière au *Journal de Montréal*. Embauché en 1984, il a été tour à tour directeur des pages financières, directeur de l'information, rédacteur en chef, chroniqueur. Aujourd'hui, il écrit dans un journal en ligne.

Le plus dur? Passer son temps à parler du conflit. Même réaction chez Olivier Jean, Raynald Leblanc et Diane Dupont. L'impression que l'univers tourne autour du lock-out.

«Il n'y a qu'un lock-outé qui peut comprendre un autre lock-outé», croit Olivier Jean.

«Nous ne sommes bien qu'avec les gens du conflit, ajoute Diane Dupont. On se comprend entre nous.»

Mais plus de deux ans? Elle n'y croyait pas. Aujourd'hui, elle n'en voit plus la fin.

■■■

Il faut monter 38 marches pour se rendre aux locaux de *Rue Frontenac* situés dans une bâtisse décatie. Il fait froid, l'édifice est balayé par les courants d'air. La salle des nouvelles est petite: quelques pupitres, une poignée de journalistes penchés sur leur ordinateur, une grande fenêtre où on voit le *Journal de Montréal*. L'ennemi.

Le 24 janvier 2009, Raynald Leblanc, qui dirige le syndicat depuis trois ans, s'est réveillé à 4 h du matin. Son téléphone

juin 1981. Bientôt 30 ans. Sa femme, Dominique Lachance, était chef de pupitre au *Journal de Montréal*. Un couple en lock-out. Depuis deux ans.

Olivier Jean, lui, a appris la nouvelle sur Facebook au milieu de la nuit. «J'ai réveillé ma femme et je lui ai dit: "Hé! On est en lock-out! J'ai peut-être ajouté: tabarnak."»

Photographe dans la jeune trentaine, il travaille au *Journal de Montréal* depuis 10 ans.

Lui aussi refuse de prononcer le nom de Pierre Karl Péladeau et de ses patrons. «Au début, on est choqué, explique-t-il. Mais aujourd'hui, j'ai arrêté de LES haïr. Et je ne lis plus le *Journal de Montréal*.»

## LA TOUTE NOUVELLE JETTA 2011

Louez à partir de

**199 \$** /mois  
sur 48 mois\*

Un petit prix à payer pour rendre votre voisin jaloux.



**Golf familiale 2011**  
Louez à partir de  
**229 \$** /mois  
sur 48 mois\*



**Tiguan 2011**  
Louez à partir de  
**299 \$** /mois  
sur 48 mois\*



**CC 2011**  
Louez à partir de  
**399 \$** /mois  
sur 48 mois\*



Das Auto.

vw.ca

\*Ces offres de location d'une durée limitée et assujetties à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance sont basées sur le modèle Jetta berline 2.0L 2011 / Golf familiale 2.5L 2011 / Tiguan 2.0T 2011 / CC 2.0T 2011 neuf de base avec boîte manuelle à 5 vitesses / 5 vitesses / 6 vitesses / 6 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 365 \$ / 1 580 \$ / 1 365 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$, si applicable, inclus dans le paiement mensuel. Acompte de 183 \$ / 4 008 \$ / 4 151 \$ / 4 271 \$, dépôt de sécurité de 250 \$ / 280 \$ / 350 \$ / 460 \$ et première mensualité requis au moment de la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 64 000 km en sus. Assurances, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. PDSF du modèle de base : 17 240 \$ / 24 440 \$ / 29 555 \$ / 34 840 \$ (frais de transport et inspection de prélivraison inclus). Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 28 février 2011 et pouvant être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire Volkswagen pour les détails. Modèles montrés : Jetta Comfortline 2.0L 2011 avec options et accessoires, 25 540 \$; Tiguan 2.0T 2011 avec options et accessoires, 42 690 \$; CC 2.0T 2011 avec options et accessoires, 40 740 \$. Modèles montrés à titre indicatif seulement. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Jetta », « Golf » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Das Auto et dessin » et « CC » sont des marques de commerce de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2011.

# EN LOCK-OUT

Gabrielle Duchaine vit cette fusion de façon particulièrement intense. Son humeur est branchée sur *Rue Frontenac*. Quand *Rue Frontenac* va bien, elle va bien, mais quand il va mal, elle va mal. « Quand on vit des semaines creuses, le découragement vient vite », dit-elle.

Elle vient d'avoir 26 ans. « J'ai beaucoup de colère. Au début, quand je voyais quelqu'un lire le *Journal de Montréal* dans un café, j'étais fâchée toute la journée. La première année, j'ai coupé les ponts avec mes amis. Leur bonheur, leur insouciance me mettaient hors de moi. J'étais trop frustrée. Je vivais de l'anxiété extrême. »

Aujourd'hui, Gabrielle a appris à dompter ses frustrations, mais depuis un mois ou deux, l'atmosphère s'est dégradée. « Avant les Fêtes, les gens étaient au bord des larmes, on se chicanait, on vivait un creux. Aujourd'hui, je sens toujours le creux. Le deuxième anniversaire du lock-out s'en vient, la lourdeur est là, l'incertitude aussi. La salle est petite, on se contamine. »

Vincent Larouche, 27 ans, écoute Gabrielle, sa blonde. Un couple en lock-out. Un autre. Pas facile. La bulle, le sujet unique, l'obsession. Mais le pire, raconte Vincent, ce sont les *partys* de Noël. L'éternel: « Pis, toujours en lock-out? » Et les inévitables gérants d'estraade. « Vous devriez aller chercher plus de pub! » Surdose, disent Gabrielle et Vincent.

« Ça prend une place démesurée dans notre vie, affirme Gabrielle. Il faut se forcer pour ne pas en parler. Mais au moins, on se comprend. »

« Au début, je vivais beaucoup de colère, de frustration et d'amertume, ajoute Vincent. C'est lourd à porter, tout ce ressentiment. »



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE  
Au centre, dans la petite salle des nouvelles de *Rue Frontenac*, le journaliste Vincent Larouche et son amoureuse Gabrielle Duchaine. Le plus difficile pour eux? Passer leur temps à parler du conflit. « Ça prend une place démesurée dans notre vie, dit Gabrielle. Il faut se forcer pour ne pas en parler. Mais au moins, on se comprend. »

J'ai rencontré Gabrielle et Vincent au Chic Frontenac, casse-croûte lancé par deux lock-outés. Diane Guillemette a travaillé pendant 31 ans aux petites annonces du *Journal de Montréal* avant de battre la semelle sur le trottoir, puis de cuisiner des petits plats pour tuer le temps et donner un sens à sa vie.

« Je suis entrée au *Journal* à l'âge de 17 ans. L'été pro-

chain, ça va faire 34 ans. J'ai passé ma vie ici. »

Comment va-t-elle après deux ans de lock-out? Mal, répond-elle sans hésiter. « Je suis en dépression. »

Le casse-croûte, installé dans le sous-sol du vieux bâtiment qui abrite *Rue Frontenac*, l'aide à tenir le coup, mais elle ne se fait pas d'illusion. « C'est une fuite. Tu sais pas où tu t'en vas,

tu sais pas ce qui te pend au bout du nez. »

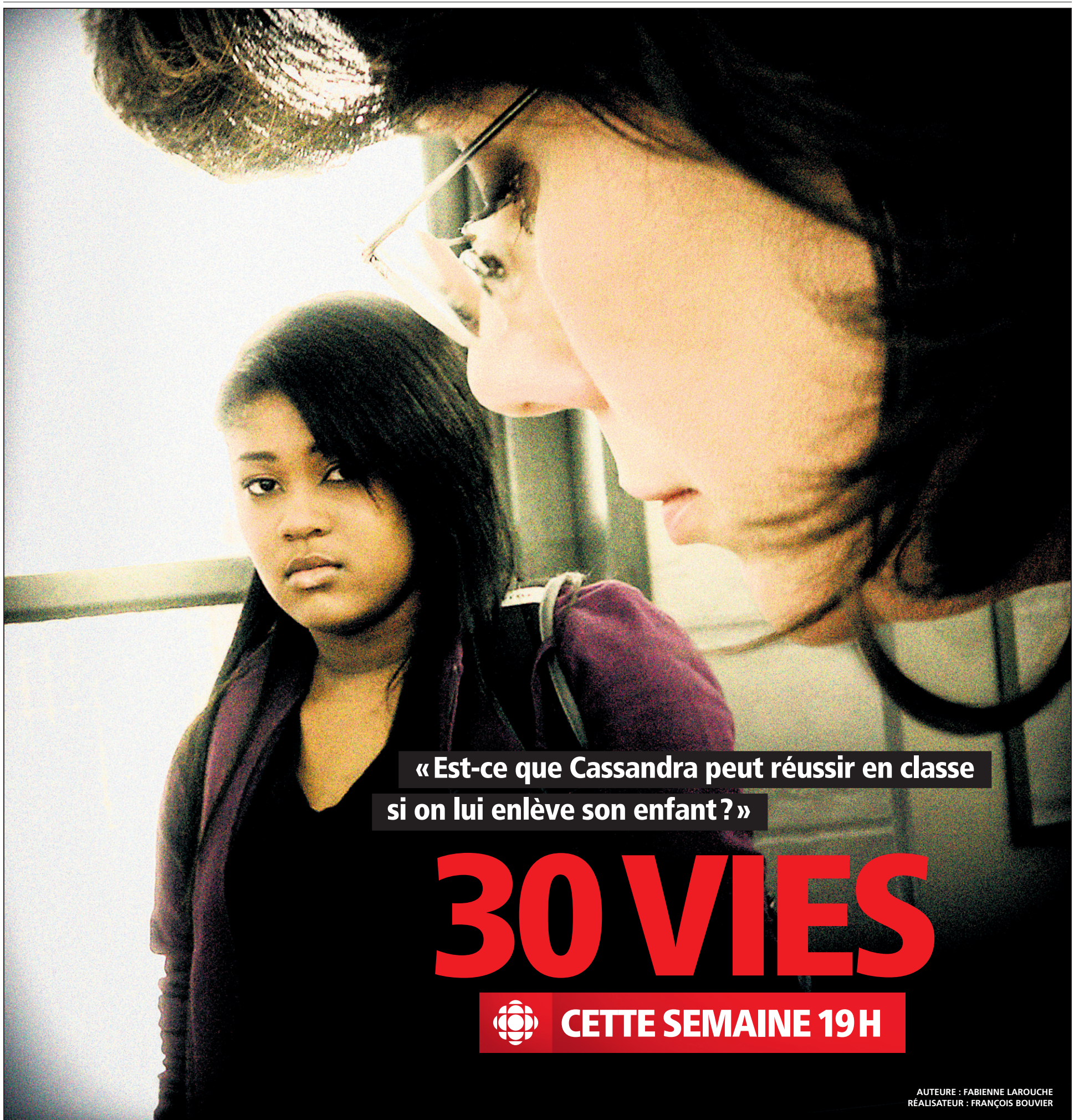
Et l'avenir?

« On est presque toutes rentrées aux petites annonces à 17 ans, répond-elle. On n'a pas suivi un cours de secrétariat, on n'a pas de base dans rien. Faudrait se recycler dans quelque chose. »

Diane soupire. « Le problème, c'est que ça me tente pas ben, ben. »

Pour joindre notre journaliste: [michele.ouimet@lapresse.ca](mailto:michele.ouimet@lapresse.ca)

J'ai demandé une entrevue aux cadres du *Journal de Montréal*. Je voulais leur poser la même question qu'aux lock-outés: comment vivent-ils le conflit depuis deux ans? Ils ont refusé. J'ai aussi appelé au bureau de Pierre Karl Péladeau. Réponse: pas d'entrevue.



« Est-ce que Cassandra peut réussir en classe si on lui enlève son enfant? »

# 30 VIES



CETTE SEMAINE 19H

## ACTUALITÉS

Déneigement coûteux des bornes d'incendie à Mascouche

# Le conseil municipal a donné son appui à la sous-traitance



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

L'entrepreneur Normand Trudel a dû solliciter l'approbation du conseil municipal pour sous-traiter le déneigement des bornes d'incendie, n'ayant pas l'équipement nécessaire, contrairement à ce que disait sa soumission.

## EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Pour obtenir un contrat annuel de déneigement de 2,4 millions de dollars de la Ville de Mascouche, l'entrepreneur Normand Trudel s'est « engagé » dans sa soumission à fournir tous « les équipements, l'outillage et la main-d'œuvre nécessaires » à la réalisation des travaux. Or il ne pouvait le faire, comme il l'a concédé récemment. C'est pour cette raison qu'une fois sa soumission acceptée, il a été obligé de solliciter deux mois plus tard l'approbation du conseil municipal pour sous-traiter le déneigement des bornes d'incendie, a appris *La Presse*.

« C'est un motif suffisant pour reconsidérer ce contrat, estime aujourd'hui l'avocat Stéphane Handfield, ex-candidat de l'opposition aux dernières élections municipales.

Celui-ci se demande si l'entreprise de M. Trudel, Transport et Excavation Mascouche, n'a pas dès le départ « induit le conseil en erreur ».

*La Presse* a obtenu, en vertu de la Loi d'accès à l'information, tout le dossier de soumission déposé par Transport et Excavation Mascouche le 12 septembre 2007 en réponse à l'appel d'offres concernant le déneigement du secteur A de la ville de Mascouche pour cinq saisons hivernales. Cela représentait à l'époque 141 kilomètres de rues et près de 20 kilomètres de trottoirs, ainsi que 617 bornes d'incendie.

Dans son formulaire de soumission adressé à la greffière de la Ville de Mascouche, le surintendant de Transport et Excavation Mascouche déclare avoir « effectué un examen personnel des lieux » et « pris tous les renseignements nécessaires pour établir la nature des travaux à effectuer. Nous nous engageons à fournir tous les équipements, l'outillage et la main-d'œuvre nécessaires (...) ».

Cinq jours plus tard, le conseil municipal accorde le contrat à l'entreprise de Normand Trudel, plus bas soumissionnaire conforme. Le total est de 2,44 millions de dollars pour la première saison. Mais le 27 novembre, Normand Trudel demande « l'autorisation » à la Ville « d'accorder un sous-contrat à Déneigement F.M. inc. » pour le déneigement des bornes d'incendie. Rappelons que dans sa soumission, Normand Trudel a chiffré à 401 000\$ le déneigement des 617 bornes d'incendie du territoire, soit 650\$ par borne. Le conseil approuve sa demande lors de la séance du 3 décembre 2007.

Mais le 17 novembre dernier, dans une entrevue accordée à l'hebdomadaire *La Revue*, Normand Trudel reconnaît à deux reprises que c'est un manque de matériel qui l'a contraint à sous-traiter une partie de son contrat. « J'ai donné le déblaiement des bornes-fontaines en sous-traitance parce que je n'étais pas équipé pour le faire », a-t-il dit notamment.

Il a indiqué au journaliste qu'il n'avait pas pu faire autrement que de fixer un prix pour les bornes même s'il savait ne pas « être équipé pour faire un tel travail » parce que cela faisait partie du contrat global qu'il souhaitait obtenir. Selon certaines sources, Normand Trudel verserait environ 300\$ à son sous-traitant pour déneiger les bornes d'incendie. Il conserverait donc près de 200 000\$ par saison, 1 mil-

lions de dollars au terme du contrat, sans réaliser réellement ce travail.

« Le conseil a eu tort et a raté le bateau lorsque M. Trudel a demandé l'autorisation de sous-traiter. Les conseillers auraient dû dire non. S'ils avaient su dès le départ qu'il n'avait pas le matériel, est-ce qu'ils lui auraient accordé le contrat ? » —Stéphane Handfield, ex-candidat de l'opposition aux dernières élections municipales

lions de dollars au terme du contrat, sans réaliser réellement ce travail.

« Pour nous, sur le papier, il avait ce matériel et son dossier de soumission était conforme », justifie Monique Muzzarelli, porte-parole de la Ville de Mascouche. Lorsqu'on lui rapporte les propos de Normand Trudel à *La Revue*, M<sup>me</sup> Muzzarelli réplique : « Nous ne pouvons pas répondre pour lui. Pour nous, il était conforme. » Stéphane Handfield n'est pas de cet avis. « Le conseil a eu tort et a raté le bateau lorsque M. Trudel a demandé l'autorisation de sous-traiter. Les conseillers auraient dû dire non. S'ils

## Normand Trudel se fâche

Joint au téléphone, Normand Trudel réitère qu'il pourrait « donner le contrat complet en sous-traitance » pourvu qu'il satisfasse aux « demandes dans le devis ». « Mais le conseil (municipal) peut accepter ou refuser », dit-il. Normand Trudel soutient toutefois qu'il a « tout le matériel nécessaire demandé dans le devis. Ça ne change rien ». Or, il semble se contredire dans la foulée en ajoutant qu'il n'avait pas le « matériel pour les bornes d'incendie ». « Mais ça n'a rien à voir, explique-t-il. Les bornes d'incendie, c'est une autre histoire. Vous n'avez pas l'air de comprendre ce que je vous explique. Faites un an de construction et vous me rappellerez plus tard », a-t-il lancé avant de raccrocher.

En 2010, Transport et Excavation Mascouche a empoché la somme de 2,8 millions de dollars pour le contrat en question.

Le maire Richard Marcotte n'a pas répondu à notre demande d'entrevue. Il devrait être présent ce soir à la séance du conseil municipal. La rencontre n'a pu avoir lieu lundi dernier faute de quorum à l'issue d'une

période de questions plutôt houleuse. Le maire a affronté seul près de 500 citoyens en colère qui l'ont hué copieusement et bombardé de questions.

Au ministère des Affaires municipales, on confirme qu'une vérification est toujours en cours en ce qui concerne la Ville de Mascouche et que l'examen vise plus particulièrement la gestion des contrats.

— Avec la collaboration de William Leclerc

Pour joindre notre journaliste : [fdpierrebourg@lapresse.ca](mailto:fdpierrebourg@lapresse.ca)


**MINI Mont Royal**
**SOLDE D'HIVER**  
« Démo » 2010

**ÉCONOMISEZ JUSQU'À 5500\$**


Inclus :  
• 6 ans/160,000km de garantie\*  
• Maintenance incluse pour 3 ans/50,000kms  
• Financement à partir de 2,9%  
• Économisez jusqu'à 5,500\$

\*Disponible sur modèles sélectionnés

**IL N'Y A JAMAIS EU UN MEILLEUR MOMENT POUR FAIRE L'ACHAT D'UNE MINI!**  
**SEULEMENT 40 VÉHICULES RESTANTS**

**MINI Cooper Clubman 2010**

Stock #M421 (5,000km) MSRP : 28 750\$

OFFRE LIMITÉE :

**399\$**  
PAR MOIS\*

- Rouge Chili / Noir Carbone
- Transmission Manuelle

\*Taxes, transport, préparation et PNEUS D'HIVER INCLUS

0\$ comptant | Location 39 mois | 2.9% | 16 000km par année

**MINI Mont Royal** 4070 Jean-Talon O, Montréal  
**(514) 289-MINI**  
MINIMontRoyal.ca

## 500\$ PAR BORNE D'INCENDIE DANS UN AUTRE CONTRAT

Les 650\$ versés à Normand Trudel pour le déneigement de chaque borne d'incendie au cours de l'hiver ne sont pas une exception à Mascouche. *La Presse* a appris que la firme Gauvreau et fils Excavation a emporté au même moment, en septembre 2007, un contrat de déneigement pour l'autre secteur de la ville (B) qui inclut le déneigement de 406 bornes d'incendie pour la somme totale de 203 000\$, soit 500\$ par borne. *La Presse* a constaté que la plupart des villes moyennes du Québec payaient des sommes jusqu'à 65 fois inférieures à celles payées par l'administration du maire Marcotte pour faire réaliser un travail similaire par des entrepreneurs privés. À titre d'exemple, Québec paie de 75 à 90\$ par borne, Trois-Rivières, 100\$, et Sherbrooke de 5 à 15\$ (5\$ par borne par tournée de déneigement). « Du gaspillage pur et simple de l'argent des contribuables », a estimé le Syndicat canadien de la fonction publique en évoquant les « contrats exorbitants accordés par la Ville de Mascouche ».

— Fabrice de Pierrebourg

## OFFRES DE PRINTEMPS

par AIRFRANCE

**FRANCE**  
À PARTIR DE  
**899\$**  
A/R

**ESPAGNE**  
À PARTIR DE  
**939\$**  
A/R

**ITALIE**  
À PARTIR DE  
**945\$**  
A/R

 toutes taxes comprises  
[www.airfrance.ca](http://www.airfrance.ca)

 AIRFRANCE KLM DELTA  
Alitalia

Tarifs valables pour des départs de Montréal, Québec, Ottawa et Toronto entre le 7 mai et le 18 juin 2011. Émission des billets au plus tard le 9 février 2011. D'autres destinations et dates de départ sont disponibles à d'autres prix. Séjour minimum : un samedi soir à destination, maximum 3 mois. Un arrêt à Paris est autorisé sans frais additionnels. Tarifs applicables aux nouvelles réservations uniquement et sujets à changement sans préavis. Le prix inclut les taxes et surcharges et est sujet à variation selon le taux de change. Nombre de sièges limité. Modifications avant et après le départ : 250\$. Non remboursable. Des frais de services peuvent s'appliquer pour les billets émis au centre de services téléphonique. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

# Les meilleures voitures sont cotées cinq étoiles. Nous vous en offrons six.

Toyota est le premier fabricant à offrir les six éléments du Système de sécurité Star<sup>MC</sup> sur tous ses modèles 2011.

COROLLA CE 2011 manuelle

**0%<sup>†</sup> ET 1500\$\***  
DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS DE RABAIS



MATRIX 2011 manuelle traction avant

**0%<sup>†</sup> ET 1500\$\***  
DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS DE RABAIS



RAV4 2011

**0%<sup>†</sup> DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS** OU **1500\$\***  
**3,51%<sup>†</sup>** DE TAUX DE FINANCEMENT EFFECTIF DE RABAIS



Modèle Sport illustré

VENZA 2011

**0%<sup>†</sup> DE FINANCEMENT À L'ACHAT POUR 36 MOIS** OU **1500\$\***  
**2,97%<sup>†</sup>** DE TAUX DE FINANCEMENT EFFECTIF DE RABAIS



Modèle V6 4RM illustré

**STAR**  
SYSTÈME DE SÉCURITÉ<sup>MC</sup>

Toyota est le premier fabricant d'une gamme complète de véhicules à inclure tous les éléments du Système de sécurité Star<sup>MC</sup> dans l'équipement de série de chaque véhicule 2011 neuf. Cette intégration de six caractéristiques de sécurité active a pour but de protéger les occupants en aidant le conducteur à éviter un accident dès le départ.

VSC

Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule

TRAC

Régulateur de traction

ABS

Système de freins antiblocage

BA

Assistance au freinage

EBD

Répartiteur électronique de force de freinage

SST

Technologie d'arrêt intelligent

JUSQU'À **6 000\$** DE RABAIS À L'ACHAT SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2010

toyotaquebec.ca **Pensez plus, dépensez moins**<sup>MD</sup> Programme de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnel à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui achètent un véhicule et en prennent possession entre le 4 et le 31 janvier 2011 chez un concessionnaire participant où vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Financement aux taux de crédit annuels effectifs de 0% / 0% / 3,51% / 2,97% pour des termes de 36 mois. Exemple de financement de 15 000 \$ à 0% / 3,51% / 2,97% sur 36 mois : la mensualité est de 416,67 \$ / 439,60 \$ / 436,02 \$, les frais de crédit de 0 \$ / 825,51 \$ / 696,71 \$ et l'obligation totale est de 15 000 \$ / 15 825,51 \$ / 15 696,71 \$. Aucun acompte requis. Le taux effectif de 3,51% et de 2,97% tient compte du rabais de 1 500 \$ auquel renonce l'acheteur. \* Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. L'offre (rabais et 0%) s'applique seulement aux modèles Corolla CE 2011 manuelle 5 vitesses de base (BU42EMA) et Matrix 2011 manuelle traction avant 5 vitesses de base (KU42EMA). † Le rabais de 6 000 \$ à l'achat s'applique aux modèles Highlander 2010, Tundra CrewMax 2010 et Tundra Double Cab 5,7 L 2010. Les rabais varient selon les véhicules. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. \*\* La remise aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$) peut différer selon le modèle. <sup>MD</sup> Marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec. <sup>MC</sup> Marque de commerce de Toyota Canada.

**Partez confiant**

TOYOTA SERVICES FINANCIERS PEA <sup>MD</sup> **diplômés**

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

**TOYOTA**  
faire toujours mieux

## ACTUALITÉS

# Un froid sibérien sur le Québec

Hydro-Québec demande à ses clients de limiter leur consommation d'électricité



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Deux animatrices de la fête des Neiges de Montréal ne semblent aucunement affectées par le froid mordant qui sévit sur le Québec.

DAPHNÉ CAMERON

Avec des températures ressenties frôlant les  $-35^{\circ}\text{C}$ , Montréal a connu hier sa nuit la plus glaciale de l'année. Hydro-Québec s'attend d'ailleurs à ce que le record de consommation d'électricité de la province soit fracassé aujourd'hui.

Selon les prévisions de la société d'État, les besoins énergétiques du Québec devraient atteindre environ 38 000 MW ce matin, dépassant la pointe historique de consommation de 37 230 MW recensée en janvier 2009.

## Appel à la retenue

Pour éviter les pannes, Hydro-Québec demande donc à la population de réduire sa consommation aujourd'hui de 6 h à 9 h et de 16 h à 20 h, ainsi que demain matin de 6 h à 9 h. Au moment de mettre sous presse, on ne recensait toutefois pas de problème majeur sur le réseau.

La vague de froid qui touche l'ensemble du Québec depuis samedi a entraîné une affluence importante dans les refuges pour sans-abri de Montréal.

Vendredi soir, deux des plus importants refuges de la ville affichaient complet. Au refuge pour hommes de la Mission Old Brewery, le lendemain, les 237 lits d'urgence et la dizaine de lits de camp disponibles étaient occupés. Idem pour les 150 lits de la Maison du Père. Faute de place disponible, la Mission Old Brewery a également dirigé une quarantaine d'hommes vers la Mission Bon Accueil, qui compte 210 lits.

## Ouvert à tous

« Durant l'hiver, mais surtout pendant les périodes de grand froid, personne ne sera refusé », a cependant assuré le directeur général de la Mission Old Brewery, Matthew Pearce. « S'il le faut, on va mettre un matelas par terre dans la cafétéria. »

Pour éviter aux sans-abri d'avoir à passer trop de temps dehors, la Mission Old Brewery a ouvert ses portes pendant toute la journée ce week-end. Habituellement, les hommes qui occupent les lits d'urgence doivent quitter le refuge après le petit déjeuner et peuvent y revenir en fin de journée.

Du côté du CAA-Québec, on estimait hier avoir reçu de 4000 à 4500 appels, principalement pour des véhicules qui ne parvenaient pas à démarrer à cause du froid. Selon le porte-parole, Cédric Essiminy, l'entreprise reçoit en moyenne 3000 appels par jour en hiver.

## La nuit dehors pour une place dans une école

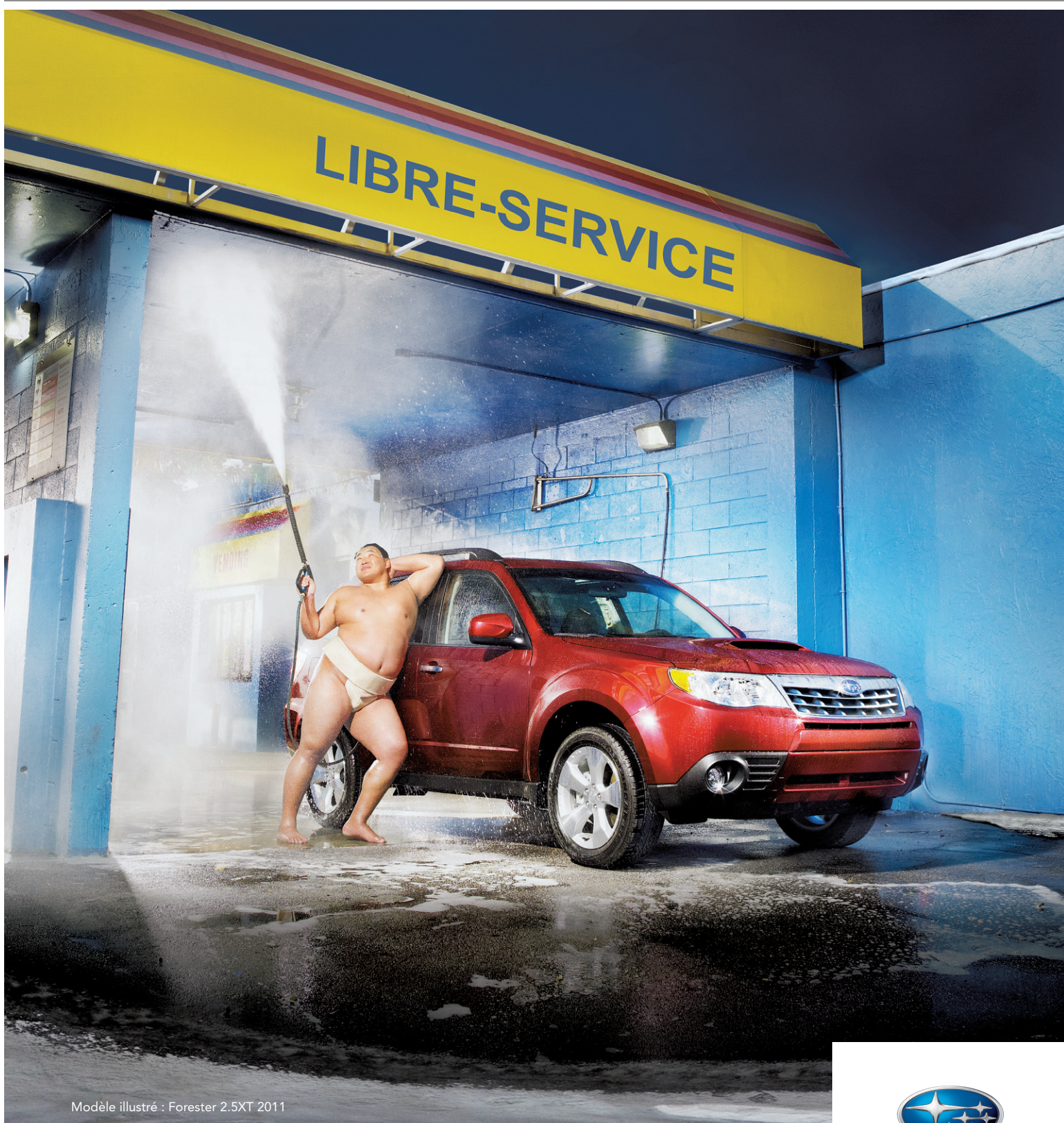
Les températures sibériennes n'ont pas freiné une poignée de parents qui ont passé la nuit d'hier à faire la queue devant l'école Lanauillère, à Montréal. L'établissement primaire spécialisé dans l'enseignement des arts offre quelques places ce matin à des enfants qui ne vivent pas le quartier. Lors du passage de *La Presse* vers 20 h 30 hier soir, trois mères attendaient courageusement sur le pas de la porte, emmitouflée dans des sacs de couchage et des couvertures. La température ressentie en tenant compte du facteur de refroidissement éolien était alors au-dessous de  $-30^{\circ}\text{C}$ !

Malgré cela, les trois femmes prenaient la situation avec un brin d'humour. « Avec le froid, il y a moins de gens qui se sont présentés, c'est sûr! » a laissé tombé Sophie dont seuls les yeux étaient perceptibles sous les couches de vêtements d'hiver. « Nous sommes assurées d'avoir une place, en tout cas. »

## La fin approche

L'épisode de froid devrait se terminer demain soir, avec l'arrivée d'une masse d'air chaud en provenance de l'Ouest canadien, a expliqué hier Jacques de la Sablonnière, météorologue à Environnement Canada. Aujourd'hui, le mercure oscille entre  $-20$  et  $-29^{\circ}\text{C}$ . En tenant compte du facteur de refroidissement éolien, les températures ressenties pourraient descendre en dessous de  $-31^{\circ}\text{C}$ . Les températures moyennes pour cette période de l'année sont de  $-6^{\circ}\text{C}$  le jour et de  $-15^{\circ}\text{C}$  la nuit.

Avec la collaboration de Valérie Simard



Modèle illustré : Forester 2.5XT 2011



## Voyage au lave-auto. Pour public averti.

Cette annonce comporte des éléments sensuels, nous préférons vous en avertir. Le Subaru Forester 2011 est vraiment l'un des VUS les plus sexy. À voir son design séduisant et ses lignes attirantes, on comprend que l'aspect sexy est de série sur le Forester 2011. Ajoutez le légendaire système de traction intégrale à prise constante combiné au moteur BOXER Subaru à cylindres opposés horizontalement, et vous obtenez un VUS qui transforme le moindre parcours en un voyage des plus excitants. Visitez [subaru.ca](http://subaru.ca)

BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE

**27 635\$\***

Transport et préparation inclus, taxes en sus

Association des concessionnaires Subaru du Québec

\* À l'achat au comptant à partir de 27 635 \$ pour la Forester 2.5X 2011 (BJ1-XD), à transmission manuelle. Modèle illustré : Forester 2.5XT 2011 (BJ2-XTN), à transmission automatique, à l'achat au comptant à partir de 37 135 \$. À l'achat, les frais de transport et de préparation (1 525 \$) ainsi que les taxes sur le climatiseur (100 \$) et sur les pneus neufs (15 \$) sont inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Pour plus d'information sur cette offre, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo à titre indicatif seulement.

Les procureurs de la Couronne du Québec se prononcent

# Oui au mandat de grève générale

VALÉRIE SIMARD  
DAPHNÉ CAMERON

Les procureurs de la Couronne du Québec se sont prononcés unanimement en faveur d'un mandat de grève générale illimitée ce week-end. Si les négociations avec Québec demeurent dans l'impasse, ils pourraient descendre dans la rue dans « un délai assez rapproché », a indiqué le président de l'Association des procureurs aux poursuites criminelles et pénales du Québec (APPCP), Christian Leblanc. Un tel débrayage ralentirait considérablement les activités des tribunaux.

Réunis samedi en assemblée générale à l'hôtel Omni, à Montréal, les 360 membres de l'APPCP – qui en compte 450 – présents ont poussé un cri de joie à l'annonce de l'issue du vote. Les applaudissements ont fusé, suivis du « Olé, olé, olé », qu'on entend plus fréquemment chez les partisans du Canadien que chez les procureurs de la Couronne.

« Il faut que les choses se soient détériorées de façon très importante pour que des procureurs de la Couronne en arrivent à voter unanimement pour une grève qui, ils le savent, aura des conséquences importantes sur l'administration de la justice », a déclaré M<sup>e</sup> Leblanc à l'issue du vote.

Le cœur du litige porte sur la rémunération. Selon l'APPCP, le salaire des procureurs de la Couronne du Québec est



Le président de l'APPCP, Christian Leblanc (droite), et le trésorier Raynald Bernier (gauche) lors de l'annonce des résultats du vote. Selon l'association, le salaire des procureurs de la Couronne du Québec est de 40 % inférieur à la moyenne canadienne.

ment. Les négociations acheminent, malgré l'intervention d'un conciliateur.

Selon M<sup>e</sup> Leblanc, l'écart salarial nuit au recrutement des procureurs et à la rétention des effectifs. Il manquerait actuellement 200 procureurs au Québec pour que le nombre de procureurs par habitant rejoigne

la moyenne canadienne. Et des sentences qui sont négociées au rabais pour désembourber le système et enlever un peu de pression.

## Conséquences d'une grève

Le système de justice du Québec emploie 450 procureurs de la Couronne. Une entente déjà conclue devant le Conseil des services essentiels prévoit qu'en cas de grève, 50 procureurs seront désignés quotidiennement par l'employeur pour maintenir certains processus judiciaires. Les comparutions, les enquêtes sur la mise en liberté, les enquêtes préliminaires, les dossiers remis, les procès devant jury qui ont déjà commencé et l'audition des dossiers dont la date de prescription arrive à échéance dans les 30 jours suivants ne seront pas touchés. Les procureurs en chef et leurs adjoints pourront également plaider dans l'éventualité d'un conflit. Selon M<sup>e</sup> Leblanc, il y a environ une cinquantaine de cadres au Québec et 40 points

de service. Les procureurs de la Couronne ont obtenu le droit d'exercer la grève en 2003. Si le mandat de grève est exécuté, il s'agirait du premier débrayage des procureurs.

L'APPCP pourrait par ailleurs tenir une grève simultanément avec l'Association des juristes de l'État, dont les membres ont voté un mandat de grève générale illimitée le 17 janvier.

De son côté, le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, n'a pas réagi aux résultats du vote ce week-end. Son attaché de presse s'est borné à indiquer que le ministre considérerait que les négociations se poursuivaient et qu'il avait bon espoir de parvenir à une entente négociée. Même son de cloche du côté du Conseil du Trésor, chargé des négociations dans ce dossier. Selon l'attachée de presse de la présidente du Conseil, Isabelle Mercille, des rencontres avec le syndicat sont prévues cette semaine.

L'attaché de presse du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, s'est borné à indiquer que le ministre considérerait que les négociations se poursuivaient et qu'il avait bon espoir de parvenir à une entente négociée.

de 40 % inférieur à la moyenne canadienne. Au sommet de l'échelle, les procureurs québécois gagnent 102 700 \$, alors que leurs collègues des autres provinces reçoivent de 135 000 \$ à 140 000 \$ par année. L'APPCP réclame un rattrapage salarial, ce à quoi n'a pas acquiescé le gouverne-

ment. M<sup>e</sup> Leblanc déplore que, par manque de ressources, les procureurs ne puissent faire leur travail correctement. Plusieurs disent même faillir à leurs obligations déontologiques. « On a des procureurs qui n'interjettent plus appel parce qu'ils n'ont plus le temps de rédiger

## Offre « substantielle » de Quebecor pour un amphithéâtre à Québec

LA PRESSE CANADIENNE

Le président de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, a confirmé hier qu'il avait déposé une offre « substantielle » à la Ville de Québec pour la construction d'un nouvel amphithéâtre.

Sans révéler la valeur de l'offre proposée, M. Péladeau a néanmoins indiqué qu'il s'agissait effectivement de « plusieurs dizaines de millions de

dollars », comme le disaient les rumeurs des derniers jours.

« Nous avons proposé au maire quelque chose qui nous apparaît substantiel, a soutenu l'homme d'affaires. Nous comptons – parce que c'est ça l'objectif – faire en sorte de ramener les Nordiques à Québec. »

Depuis plusieurs jours, des bruits circulaient à l'effet que M. Péladeau avait déposé une offre monétaire à la fin du mois de septembre en échange

de droits de gestion d'un futur amphithéâtre.

Sur cette dernière question, il est demeuré évasif. « Tout cela est un tout, c'est essentiel de pouvoir avoir les outils nécessaires pour que cela soit un succès », a répondu le numéro un de Quebecor.

Le lieutenant politique de Stephen Harper pour le Québec, Christian Paradis, s'est réjoui de cette offre.

EN BREF

### Une femme retrouvée morte près de l'île Dowker

Le corps d'une dame de 34 ans a été découvert hier dans la neige près de l'île Dowker, située entre Baie-d'Urfé et Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, en Montérégie. C'est un passant qui a fait la macabre découverte, vers 12 h 30, dans une zone fréquentée par des amateurs de pêche sur glace. Le corps ne portait pas de marques de violence. La victime était seulement vêtue d'un petit gilet. La mort est considérée comme suspecte par les policiers. Une autopsie sera pratiquée cette semaine. — La Presse Canadienne

### Fusillade dans un Walmart près de Seattle

Une fusillade dans un Walmart de Port Orchard, dans l'État de Washington, a fait un mort et deux blessés. Les deux blessés sont des adjoints du shérif local. Peu de détails sont connus sur les circonstances du drame. Un témoin a déclaré à une chaîne locale que le premier coup de feu avait été suivi par six autres, tirés rapidement. — AP

### Fin des témoignages à l'enquête sur la fusillade de Mayerthorpe

En Alberta, il ne reste plus qu'une journée de témoignages à l'enquête de la Cour provinciale sur l'assassinat par James Roszko de quatre agents de la GRC en 2005. Jusqu'ici, les preuves accumulées suggèrent deux scénarios expliquant la façon dont le meurtrier a pu traverser le cordon policier qui ceinturait un bâtiment et y abatte les agents à l'aide d'un fusil semi-automatique. Roszko aurait réussi à ramper dans le bâtiment soit durant la nuit, soit dans les minutes précédant l'embuscade. Une fois à l'intérieur, il aurait mis la main sur son arme. L'enquête a permis d'apprendre que les deux complices du tueur avaient reconduit Roszko à environ 1,5 kilomètres de sa résidence, vers 3 h. — La Presse Canadienne

## FONDS DE REVENU MENSUEL TD

Rendement au 31 décembre 2010

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
9,82%	3,21%	4,78%	9,05%

Les taux de rendement mentionnés correspondent au rendement total annuel composé historique et tiennent compte des variations de la valeur des parts et du réinvestissement des distributions. Le rendement antérieur ne garantit pas le rendement futur. La valeur des parts et le rendement du capital investi varieront. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants.

« Parce que vous méritez plus »



GESTION DE CAPITAUX ROTHENBERG

Membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'AMF

Westmount  
514-934-0586Pointe Claire  
514-697-0035Rive-sud  
450-321-0215

www.rothenberg.ca

AUJOURD'HUI ET DEMAIN  
Vivre en ville ou en banlieue :  
un style de vie ou une question d'argent ?

Reportages : Benoît Chapdelaine, Étienne Leblanc et Marc Verreault  
Réal.-coord. : Sébastien Perron

MICHEL  
DÉS AUTELS  
EN SEMAINE 15 H



95,1 FM  
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/desautels

SANTÉ

ÉTUDE SUR L'HÉBERGEMENT DES PERSONNES ÂGÉES

# Le public offre de meilleurs soins

ARIANE LACOURSIÈRE

Les résidences privées pour personnes âgées offrent des soins de moindre qualité que leurs pendants du réseau public et il est donc incompréhensible que les provinces canadiennes continuent de favoriser le secteur privé dans la gestion des soins aux aînés, révèle une nouvelle étude qui sera publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques du Canada.

Professeure au département de pratique familiale de l'Université de Colombie-Britannique, Margaret J. McGregor a fait une revue scientifique de centaines d'études concernant l'hébergement pour personnes âgées au Canada et aux États-Unis. Selon elle, une vaste majorité d'analyses prouve que les établissements à but lucratif sont plus susceptibles de fournir des soins de moindre qualité aux aînés.

« Si on construit un système dans lequel le but principal est de faire de l'argent, la gestion ira à l'encontre du principe d'offrir de bons services. Les établissements privés ont plus tendance à vouloir économiser, par exemple en réduisant le personnel », note-t-elle.

La qualité des soins offerts par les résidences privées et publiques a été évaluée de différentes façons. On a notamment comptabilisé le personnel, le taux de roulement des employés, le temps passé avec les résidents durant les repas, l'usage de mesures de contention ou non... Et les résidences privées présentent



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

En matière d'hébergement des aînés, les gouvernements devraient investir dans le réseau public plutôt que de favoriser le secteur privé, selon une étude sur la qualité des soins dévoilée aujourd'hui.

diennes vont à l'encontre de ces résultats ». Par exemple, le Québec a fermé 7600 lits dans les centres d'hébergement publics au cours des 10 dernières années. Juste à Montréal, plus de 1700 lits ont été fermés depuis 2006.

Canada vont à l'hébergement des aînés.

« C'est peu, dit-elle. Malgré ça, les gouvernements disent toujours que les aînés coûtent cher. Mais ce n'est pas l'hébergement de longue durée qui coûte cher. C'est quand les per-

sonnes âgées tombent malades et qu'elles doivent aller à l'hôpital. Ça, c'est dispendieux. Mais pas l'hébergement. »

privées pour aînés ont moins de ressources médicales et tendent à envoyer plus facilement leurs résidents à l'hôpital, où les soins coûtent cher. Au Québec, un programme de certification des résidences privées pour aînés a été mis sur pied en 2009. Ce processus oblige les résidences privées à respecter une série de critères. Deux enquêtes récentes de La Presse ont démontré que le processus de certification n'est pas très sévère. Le gouvernement présentera ses nouveaux critères de certification au cours des prochains mois. Un rapport minimal d'employés par résident pourrait être ajouté.

Pour M<sup>me</sup> McGregor, ces processus de contrôle sur le secteur privé ne sont pas une

panacée. « Parce que si on veut un vrai système de contrôle strict et rigoureux, ça coûte très cher à appliquer. Cet argent serait plus intelligemment utilisé dans l'ouverture de lits au public », dit-elle.

Au cours des prochaines années, la création de lits d'hébergement se poursuivra à la vitesse grand V au pays puisque 120 000 lits supplémentaires devront s'ajouter aux 200 000 lits existants, selon Statistique Canada.

Pour M<sup>me</sup> McGregor, les gouvernements ne devraient pas hésiter à investir dans l'hébergement public des aînés puisque la recherche scientifique prouve que c'est le meilleur moyen d'offrir des soins de qualité à une population des plus vulnérables.

« Ce n'est pas l'hébergement de longue durée qui coûte cher. C'est quand les personnes âgées tombent malades et qu'elles doivent aller à l'hôpital. Ça, c'est dispendieux. Mais pas l'hébergement. »

— Margaret J. McGregor, professeure au département de pratique familiale de l'Université de Colombie-Britannique

généralement de moins bons résultats que leurs vis-à-vis du secteur public.

La professeure note que, malgré cela, « les orientations de nombreuses provinces cana-

Les coûts

M<sup>me</sup> McGregor souligne par ailleurs dans cette étude que seulement 10% des dépenses publiques et privées faites en santé chaque année au

sonnes âgées tombent malades et qu'elles doivent aller à l'hôpital. Ça, c'est dispendieux. Mais pas l'hébergement. »

M<sup>me</sup> McGregor note ironiquement que les résidences

PARTONS !  
**VACANCES VOYAGE**  
  
 Tous les mercredis et samedis dans **LA PRESSE**

**TOURNÉE QUÉBEC 2011**

TOURNÉE MONDIALE DU FESTIVAL DU **FILM DE MONTAGNE DE BANFF**

26-27-28-29 JANVIER  
 MONTRÉAL  
 Salle Marie-Gérin-Lajoie

1<sup>ER</sup> FÉVRIER  
 DRUMMONDVILLE  
 Centre culturel

10 FÉVRIER  
 ST-JÉROME  
 Salle André-Prévost

[www.banffquebec.ca](http://www.banffquebec.ca)

Les meilleurs films de montagne et d'aventure au monde!

Suivez la tournée sur /Tournée Banff au Québec

**LA PRESSE**

Partenaires majeurs:

Partenaires de support:

The Banff Centre  
 inspiring creativity

Photo: Jared Jumping, Fitz Roy Range, Argentine Patagonia © Topher Donahue / Aurora

**CASA GRECQUE 30**  
 apportez votre vin **30 ans**  
[www.casagrecque.ca](http://www.casagrecque.ca)

**menu 30<sup>e</sup> anniversaire**  
*au prix des années 80!*  
 du dimanche au jeudi

**LOTO QUÉBEC** Résultats des tirages du : 2011-01-23

<b>Banco</b>	01 04 07 10 13 15 16 25 29 31 38 42 48 50 54 59 62 64 67 70	<b>Quotidienne</b>	<b>Triples</b>
<b>Astro</b>	Jour - Mois - Année - Signe 23 JANVIER 78 CANCER	3 605 4 8756	03 27 34 36 39

Prochain gros lot : 3 000 000 \$

Structure de lots complète sur [lotoquebec.com](http://lotoquebec.com)

Résultats des tirages du : 2011-01-22

<b>649</b>	04 05 09 12 33 36	38 compl.	<b>Quebec 49</b>	03 04 05 15 24 25	47 compl.
<b>Banco</b>	01 03 10 12 20 24 25 26 28 33 35 36 44 47 48 52 53 55 58 61	<b>Quotidienne</b>	<b>Triples</b>		
<b>Astro</b>	Jour - Mois - Année - Signe 03 SEPTEMBRE 18 SCORPION	3 425 4 6190	07 23 24 28 36		

**Extra** 8244473 / 6879552

**Lotto MAX** CE VENDREDI, 50 MILLIONS \$ + 13\* LOTS DE 1 MILLION \$ \*(APPROX.)

**SPECIAL GALA** GROS LOT UN DEMI-MILLION \$ À LA MAISON COMME À LA TÉLÉ.

## ROSEMONT

## Un mort et un blessé dans une fusillade

CATHERINE HANDFIELD

Une fusillade qui pourrait être liée au trafic de stupéfiants a fait un mort et un blessé grave samedi soir dans le quartier Rosemont, dans l'est de Montréal.

L'affaire est survenue vers 19h30 dans un stationnement à l'angle de la 30<sup>e</sup> Avenue et de la rue Bélanger. Les deux hommes, d'origine turque, venaient de sortir de la poissonnerie Rayan lorsqu'ils ont été fusillés par des suspects qui ont pris la fuite à pied.

« Ils ont mangé un repas de poisson à une table et ils sont sortis,

a dit le propriétaire du commerce, Khalid Soliman. Mon employé m'a dit qu'ils étaient des clients tranquilles et qu'ils étaient venus deux ou trois fois à la poissonnerie auparavant. »

L'une des victimes, âgée de 24 ans, a succombé à ses blessures à l'hôpital en soirée. L'autre homme, âgé de 37 ans et connu des policiers, se trouvait dans un état critique hier.

Les enquêteurs de la Section des crimes majeurs de la police de Montréal ont ouvert une enquête. Aucune arrestation n'a encore été faite.

## Un piéton heurté au centre-ville succombe à ses blessures

CATHERINE HANDFIELD

Un homme de 53 ans est mort après avoir été heurté par un véhicule dans la nuit de samedi à hier, au centre-ville de Montréal. La conductrice, qui a refusé de fournir un échantillon d'haleine, a été arrêtée.

L'accident est survenu vers 2 h à l'angle des boulevards René-Lévesque et Saint-Laurent. Le piéton traversait le boulevard René-Lévesque lorsque la voiture, qui circulait en direction est sur René-Lévesque, l'a heurté de plein fouet.

La victime a succombé à ses blessures à l'hôpital hier après-midi.

La conductrice, âgée de 20 ans, n'a pas voulu souffler dans l'appareil de détection d'alcool, selon Daniel Lacoursière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal.

### Libérée

La jeune femme a été libérée sous promesse de comparaître. Elle sera accusée d'avoir refusé de fournir un échantillon d'haleine, selon M. Lacoursière. Cette infraction est passible de la même peine que celle de conduite avec facultés affaiblies.

Les policiers du SPVM ont rencontré des témoins de l'accident hier pour tenter de déterminer qui avait la priorité aux feux de circulation. L'enquête se poursuit.

# Santé, bonheur et fiabilité

Financement disponible à partir de **0,9%**<sup>†</sup> à l'achat ou à la location sur 24 mois



## HONDA



**CR-V LX 2011**  
en location

**318 \$\***

48 mois  
2890 \$ comptant  
Transport et préparation inclus



**Accord berline SE**  
**2011 édition spéciale**  
en location

**328 \$\*\***

48 mois  
2390 \$ comptant  
Transport et préparation inclus

- Roues en alliage de 16 pouces
- Système HandsFreeLink<sup>MC</sup> et interface de téléphone sans fil Bluetooth<sup>MD</sup>
- Siège conducteur à 8 réglages électriques avec support lombaire
- Consommation : ville 8,8 L / 100 km et autoroute 5,8 L / 100 km

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

\*Le taux de financement de 0,9% à l'achat ou à la location est disponible pour tous les modèles Civic, Accord (sauf Crosstour) et CR-V 2011 pour des termes allant jusqu'à 24 mois. \*\*L'offre de location-ball est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur le CR-V LX 2 roues motrices 2011, neuf (modèle RE3H3BEY). Franchise de kilométrage de 96 000 km; Frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 590 \$ et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 27 990 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 26 440 \$, transport et préparation et taxe sur le climatiseur de 100 \$ inclus. Les taxes et droits, assurances, immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée. Sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

## POLITIQUE

Cinq ans de pouvoir  
pour le PCHarper  
vante  
son bilan

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Il y aura un Sénat élu au Canada et le registre des armes de chasse sera aboli, a promis Stephen Harper hier devant des centaines de partisans réunis à Ottawa pour célébrer ses cinq années au pouvoir et, par le fait même, les accomplissements de son gouvernement.

M. Harper a soutenu que le Canada est devenu sous sa direction un pays plus uni, plus prospère et plus sûr.

Dans un discours d'une trentaine de minutes, il a affirmé que le gouvernement est maintenant plus propre et responsable qu'il ne l'était lorsque les conservateurs ont repris le pouvoir au pays après les écarts des libéraux, notamment le scandale des commandites.

## Zoom sur l'économie

Le premier ministre a vanté d'un ton enjoué ses réalisations en matière d'économie, réitérant que la baisse d'impôts aux entreprises a permis de créer de nombreux emplois et que la réduction de deux points de pourcentage de la TPS sous son gouvernement a permis aux familles de mieux s'en sortir.

Justifiant les dépenses de son gouvernement qui a investi massivement dans de l'équipement militaire, il a rappelé que les soldats canadiens avaient traversé une « décennie de noirceur », sous les libéraux qui les ont envoyés « dans le désert avec des uniformes verts ».

Parmi les réalisations relevées par Stephen Harper dans son discours, la « reconnaissance de la nation québécoise dans un Canada uni », mentionnée uniquement en français, n'a suscité aucune réaction dans l'assistance.

Au-dessus des immenses drapeaux canadiens qui décoraient la salle, deux écrans géants projetaient des images du premier ministre autour du monde pendant son règne, en présence de chefs d'État, de citoyens canadiens et de vedettes comme Céline Dion.

À l'extérieur du centre de conférence, une trentaine de manifestants ont accueilli les partisans conservateurs, dont d'anciens employés de Nortel qui reprochaient au gouvernement la disparition de leur caisse de retraite, et d'autres — ensanglantés — qui protestaient contre la chasse au phoque.

L'expérience contre  
le « renouveau »

Daniel Turp affrontera un ex-journaliste pour la présidence du PQ

CATHERINE HANDFIELD

Pour la première fois en 10 ans, au moins deux candidats brigueront le poste de président du Parti québécois cette année. L'ex-député Daniel Turp, qui mise sur son expérience, affrontera l'ancien présentateur de nouvelles Raymond Archambault, candidat du « renouveau ».

Daniel Turp et Raymond Archambault ont tous les deux annoncé leur intention de se présenter à la présidence du conseil de direction du parti, hier, lors du congrès régional du PQ de la région des Laurentides. Les délégués du parti éliront leur futur président en avril lors du congrès national.

Membre du PQ depuis un an, Raymond Archambault caressait l'idée de militer au sein d'un parti depuis longtemps. « Le métier que j'exerçais m'empêchait tout militantisme politique », a dit l'ex-journaliste de Radio-Canada lors de son discours dans un hôtel de Saint-Eustache.

Après sa retraite, en juillet 2009, M. Archambault a commencé à s'engager au sein du PQ. En 2010, il a accédé à la vice-présidence de la circonscription de Groulx, dans les Laurentides.

Il est maintenant prêt pour un autre défi. « Pour le moment, je n'envisage pas de présenter ma candidature dans une circonscription », a-t-il dit en marge du congrès. Ma carrière sera celle de président du Parti québécois.



La chef Pauline Marois demeurera neutre. « Souvent, dans notre parti, les chefs se mêlent de pousser l'un ou l'autre, mais je suis tellement heureuse d'avoir deux candidats de si belle qualité que je ne vais pas me prononcer », dit-elle.

cription, a-t-il dit en marge du congrès. Ma carrière sera celle de président du Parti québécois.

Daniel Turp convoite le même poste. « Je vous offre l'expérience d'un militant membre de ce parti depuis 1973 », a-t-il déclaré devant les militants des Laurentides. Battu par Amir Khadir dans Mercier en 2008, Daniel Turp est actuellement président de la commission politique du PQ.

## Rares, les élections

La chef Pauline Marois s'est réjouie du fait qu'il y aura une élection à la présidence du parti. « Ça fait un long moment que c'est arrivé », a-t-elle souligné en marge du congrès.

La dernière élection a eu lieu en 2000, lorsque Marie Malavoy a battu Bruno Viens. Ses deux successeurs, Monique Richard et Jonathan

Valois, ont été élus par acclamation en 2005 et en 2009.

Pauline Marois ne donnera pas son appui à l'un ou l'autre des candidats. « Souvent, dans notre parti, les chefs se mêlent de pousser l'un ou l'autre, mais je suis tellement heureuse d'avoir deux candidats de si belle qualité que je ne vais pas me prononcer et je vais inviter les militants à écouter les discours et à faire leur choix », a-t-elle conclu.

## GAZ DE SCHISTE

Marois sceptique envers  
la volte-face des libéraux

CATHERINE HANDFIELD

La chef du Parti québécois, Pauline Marois, s'est dite « sceptique » à l'égard de l'apparente volte-face des libéraux en matière de gaz de schiste.

« Ce gouvernement-là dit une chose et fait son contraire, a dit M<sup>me</sup> Marois, hier, en marge du congrès du PQ de la région des

Laurentides. On l'a vu dans tellement de situations. »

Vendredi, le ministre québécois de l'Environnement, Pierre Arcand, a durci le ton envers l'industrie du gaz de schiste, affirmant qu'elle semblait avoir perdu « le contrôle de la situation ». Du même souffle, le ministre a entrouvert la porte à l'instauration

d'un moratoire sur l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste.

Pauline Marois a qualifié la sortie du ministre de « timide ». « Le premier ministre continuait en même temps d'avoir un discours différent, a-t-elle souligné. Et on n'a pas entendu Nathalie Normandeau (ministre des Ressources

naturelles), celle qui a défendu le projet. »

« Je vais attendre de voir quelles actions seront faites, a conclu la chef péquiste. Parfois, ce gouvernement agit quand il est poussé dans ses derniers retranchements. Peut-être qu'il a enfin entendu la population du Québec qui est inquiète, qui est en colère, qui est furieuse. »

Jusqu'à  
demain!LA NEIGE TOMBE,  
NOS PRIX CHUTENT.

Jusqu'au 25 janvier, VIA Rail offre un rabais à faire fondre d'envie :  
**50 % de réduction** pour voyager à la grandeur du pays  
en classes **Économie, Voiture-lits et Voiture-lits Loisirs**  
au plus tard le 31 mai 2011. Dépêchez-vous, cette offre  
se termine demain!

Achetez à [viarail.ca](http://viarail.ca)

Certaines conditions et exceptions s'appliquent. Les billets doivent être achetés au moins trois (3) jours avant votre départ et au plus tard le 25 janvier 2011. Le nombre de places est limité. Le rabais de 50 % ne s'applique pas aux tarifs de la classe Affaires.

MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.



LA FAÇON HUMAINE DE VOYAGER





# LA RECRUE DE L'ANNÉE

ACHETEZ  
POUR AUSSI PEU QUE  
**13 950 \$\***

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

La nouvelle  
**MAZDA2 GX 2011**  
5 portes



Modèle GS illustré

## ET OBTENEZ

**0** % DE FINANCEMENT À L'ACHAT  
JUSQU'À 48 MOIS<sup>†</sup>



**MEILLEURE NOUVELLE  
SOUS-COMPACTE**  
SELON LE GUIDE DE L'AUTO<sup>MC</sup> 2011

# LA LÉGENDE

MAZDA3 2011



Modèle GT illustré

MAZDA3 SPORT 2011



Modèle GT illustré



POUR UNE 8<sup>e</sup> ANNÉE CONSÉCUTIVE  
**LE MEILLEUR ACHAT**  
SELON LE GUIDE DE L'AUTO<sup>MC</sup> 2011

**0** % DE FINANCEMENT À L'ACHAT  
JUSQU'À 60 MOIS<sup>††</sup>

# FAITES PARTIE DE L'ÉQUIPE GAGNANTE.

**VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.**

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS **plus** CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

**PRÊT À ROULER** INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

\* Le prix de 13 950 \$ annoncé pour la Mazda2 GX 2011 (B5XB51AA00) inclut les frais de transport et de préparation (1 395 \$), la taxe d'accise sur le climatiseur (100 \$) et les frais d'inscription au RDPRM (66 \$), Taxes en sus pour ces offres. † Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 48 mois est disponible sur la Mazda2 GX 2011 à BM sans air climatisé (B5XB51AA00). Selon une entente type pour une Mazda2 GX 2011 au prix de 13 950 \$ avec un financement de 13 000 \$ à un taux de 0 % par an, le total des frais de financement étalés sur 48 mois est de 0 \$, les mensualités sont de 270,84 \$ et le coût de l'emprunt totalise 13 000 \$. L'immatriculation, les assurances, la TPS/TVO et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est disponible sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. †† Le taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 60 mois est disponible sur les Mazda3 2011. Selon une entente type pour une Mazda3 GX manuelle 2011 (D4XS51AA00) au prix de 17 690 \$ avec un financement de 15 000 \$ à un taux de 0 % par an, le total des frais de financement étalés sur 60 mois est de 0 \$, les mensualités sont de 417 \$ et le coût de l'emprunt totalise 15 000 \$. L'immatriculation, les assurances, la TPS/TVO et les autres frais du concessionnaire ne sont pas inclus. Le financement à l'achat est disponible sur approbation du crédit pour les clients éligibles seulement. Les offres sont valides entre le 5 et le 31 janvier 2011, selon la disponibilité des stocks. Il se peut que le concessionnaire ait à passer une commande. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le [www.mazda.ca](http://www.mazda.ca) ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.



PROGRAMME  
**POUR DIPLÔMÉS**

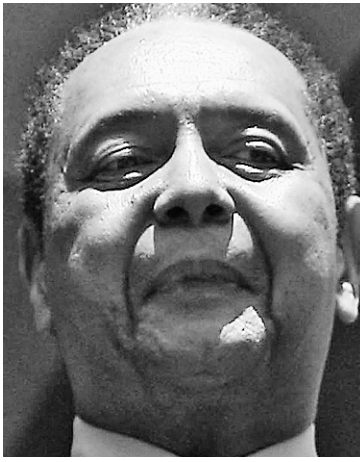
## MONDE

## LE TOUR DU GLOBE

## HAÏTI

## Retour de Duvalier: Préal s'en mêle

L'ancien dictateur Jean-Claude Duvalier doit répondre de ses actes devant la justice, a affirmé le président haïtien René Préal lors d'une visite-surprise en République dominicaine voisine, au moment où Haïti est plongé dans une grave crise politique. « Le gouvernement a déjà fait ce qu'il devait faire (...), nous attendons que la justice fasse son travail », a dit le président, censé quitter le pouvoir le 7 février. — AFP



Jean-Claude Duvalier, alias Bébé Doc.

PHOTO AFP

## ÉGYPTE

## Groupe palestinien accusé

L'Égypte a accusé hier un groupe radical palestinien d'être responsable de l'attentat meurtrier commis contre une église copte d'Alexandrie la nuit du Nouvel An. « Le groupe palestinien de l'Armée de l'Islam, lié à Al-Qaïda, est derrière l'attentat contre l'église des Saints à Alexandrie », a déclaré le ministre de l'Intérieur Habib al-Adli. L'Armée de l'Islam a rapidement opposé un démenti à l'accusation par la voix d'un porte-parole à Gaza. — AFP

## BELGIQUE

## Ras-le-bol

Plus de 30 000 Belges ont participé hier à Bruxelles à une marche de la « honte » inédite pour dénoncer la crise politique d'une durée record qui menace l'unité du pays, du fait des divergences entre Flamands et francophones, et demander la formation d'un gouvernement. C'est la première fois depuis les élections législatives belges du 13 juin 2010 que des citoyens ordinaires expriment massivement leur exaspération. Ils répondaient à l'appel de cinq étudiants « politiquement neutres », largement popularisés sur l'internet. — AFP

## PORTUGAL

## Cavaco Silva réélu

Le président portugais Anibal Cavaco Silva, économiste conservateur de 71 ans, a été réélu sans surprise dès le premier tour hier, devançant très largement le poète socialiste Manuel Alegre, lors d'un scrutin marqué par une abstention record, sur fond de crise économique. Selon des résultats officiels portant sur l'ensemble des circonscriptions, hormis 11 consulats, M. Cavaco Silva, membre du Parti social-démocrate (PSD), a obtenu 52,9% des suffrages. — AFP

## Le roman qui captive Washington



RICHARD HÉTU  
COLLABORATION SPÉCIALE  
NEW YORK

La recette a déjà été testée avec succès: un auteur profite de ses connaissances des coulisses politiques pour écrire un roman à clé mettant en scène un personnage qui ressemble à s'y méprendre à l'occupant de la Maison-Blanche. Et, pour assurer à son livre un maximum de publicité, il cache son identité derrière le pseudonyme Anonymus.

Ces ingrédients avaient contribué en 1996 à la popularité de *Primary Colors*, roman picaresque sur la campagne présidentielle de 1992 du gouverneur Jack Stanton, bête politique doublée d'un coureur de jupons, et de son ambitieuse femme Susan, copies conformes de Bill et Hillary Clinton. Les médias avaient fini par forcer le journaliste Joe Klein à avouer la paternité du livre, mais pas avant que celui-ci ne se vende à plus d'un million d'exemplaires. On devait annoncer un peu plus tard une adaptation sur grand écran avec John Travolta et Emma Thompson dans les rôles principaux.

## Mystère...

Anonymus, auteur mystérieux d'*O: A Presidential Novel*, rêve sans doute d'une réussite semblable pour son roman sur la campagne de réélection de Barack Obama, qui paraîtra demain aux États-Unis. S'il faut se fier aux premières critiques, le livre n'a pas la verve, l'humour ou la profondeur de *Primary Colors*. Mais le mystère qui plane sur l'identité de son auteur suffit à faire de cet ouvrage un des sujets de conversation les plus populaires à Washington ces jours-ci.



PHOTO ARCHIVES AP/MAISON-BLANCHE

O: *A Presidential Novel* raconte la campagne de réélection d'O – pour Barack Obama – et nous entraîne dans les coulisses du pouvoir. L'œuvre, qui paraîtra demain, est signée Anonymus.

Qui a écrit *O*? Joe Klein fait encore partie de la liste des suspects, à laquelle s'ajoutent les noms de David Plouffe (ex-directeur de campagne d'Obama), Richard Wolfe (journaliste et biographe du président Obama), Mark Salter (proche collaborateur de John McCain), Ana Marie Cox (fondatrice du blogue politique *Wonkette*) et Lawrence O'Donnell (un des producteurs de *West Wing*), entre autres.

Dans un communiqué diffusé la semaine dernière, l'éditeur d'*O*, Simon & Schuster, s'est contenté de dire que l'auteur du roman était « quelqu'un qui a été dans la pièce avec Barack Obama et qui connaît ce monde intimement », une description qui ne restreint guère le cercle d'auteurs potentiels.

Quoi qu'il en soit, les premiers lecteurs d'*O* concèdent à son auteur une bonne connaissance de la dynamique d'une campagne à la Maison-Blanche

et de l'écologie des médias. D'où le plaisir que devraient tirer de la lecture du roman les accros de la politique américaine, qui reconnaîtront notamment David Axelrod, conseiller de Barack Obama, dans le personnage échevelé d'Avi Samuelson, et Arianna Huffington, fondatrice du site internet *The Huffington Post*, dans celui de Bianca Stefani, progressiste fortunée dont la cause la plus chère est « sa propre notoriété ».

## Mince intrigue

Mais ces premiers lecteurs s'accordent également pour déplorer la minceur de l'histoire et des personnages du roman, dont Barack Obama, appelé O tout au long des quelque 350 pages du livre. Anonymus brosse de lui un portrait qui ne surprendra personne: O est bon orateur, un père de famille dévoué et un intellectuel distant qui fume en secret et nourrit un

mépris certain pour le jeu politique et la gente médiatique.

L'arrogance et l'hypocrisie dont fait montre O ont conduit la critique du *New York Times*, Michiko Kakutani, à soupçonner l'auteur du roman d'être « un sympathisant républicain ou, à tout le moins, quelqu'un qui est très désillusionné par le président Obama ».

Dans le roman, O rêve d'avoir comme adversaire républicain à la Maison-Blanche en 2012 « la Barracuda », personnage calqué sur Sarah Palin. Il affrontera plutôt Thomas Morrison, gouverneur du Nord-Est dont la feuille de route impressionnante combine celle du général David Petraeus, commandant des forces internationales en Afghanistan, à celle de Mitt Romney, ancien gouverneur du Massachusetts qui a fait fortune dans le privé avant de se lancer en politique.

Contrairement à *Primary Colors*, le candidat démocrate d'O n'est pas celui par qui le scandale arrive. Ce rôle revient plutôt à Cal Regan, directeur de la campagne de réélection du président, qui tombe amoureux de Maddy Cohan, étoile montante du journalisme politique.

Dans les derniers jours de la campagne, le site internet de Bianca Stefani dévoilera des secrets sur le compte de Regan qui mettront en péril la réélection du président démocrate.

Qui est l'auteur d'*O*? Mark Salter, ancien collaborateur de John McCain, n'est pas un mauvais choix. Il a écrit à titre de nègre les livres du sénateur d'Arizona, dont *Faith of My Fathers*, excellente autobiographie, et il pourrait très bien avoir décidé d'assouvir un besoin de vengeance par l'entremise d'un roman.

## RAID CONTRE UNE FLOTTILLE: ISRAËL DISCULPÉ

Une commission d'enquête israélienne a, sans surprise, disculpé hier l'État hébreu après le raid meurtrier de ses commandos de marine contre une flottille d'aide internationale au large de la bande de Gaza, le 31 mai 2010. Selon le rapport préliminaire de la commission israélienne, composée de six membres dont deux observateurs internationaux, le blocus maritime du territoire palestinien et l'assaut des soldats israéliens pour empêcher la flottille humanitaire de se rendre à Gaza sont « conformes au droit international ». La mort de neuf passagers turcs durant l'assaut avait provoqué une très grave crise dans les relations entre Israël et la Turquie, et soulevé une vague de réprobation internationale. En Turquie, une commission d'enquête a accusé hier l'État hébreu de recours « excessif » et « disproportionné » à la force et le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a estimé que le rapport israélien n'avait « aucune crédibilité ». Le rapport a été fustigé par le Hamas, au pouvoir à Gaza, et critiqué par les ONG israéliennes de défense des droits de l'homme qui ont dénoncé « la cécité morale et légale » d'Israël. — AFP

## NÉGOCIATIONS AU PROCHE-ORIENT

## Des « fuites » mettent l'Autorité palestinienne dans l'embarras

D'APRÈS AP ET AFP

JÉRUSALEM — Les Palestiniens étaient disposés à faire des concessions considérables aux Israéliens, notamment sur Jérusalem et le sort des réfugiés, lors des négociations de paix de 2008, selon des « documents confidentiels » révélés hier par Al-Jazira. Interrogé par la chaîne d'information arabe, le négociateur palestinien en chef Saëb Erakat a qualifié ces « fuites » de « tissu de mensonges ».

Présentés d'une manière sensationnelle, ces documents constituent selon Al-Jazira « la plus importante fuite dans l'histoire du conflit israélo-palestinien ».

D'après la chaîne arabe, les Palestiniens avaient offert à Israël de conserver toutes les enclaves juives construites à Jérusalem-Est sauf une, après

avoir conquis cette portion de la ville lors de la guerre des Six Jours, en 1967. Près de 200 000 Israéliens y vivent aujourd'hui.

En retour, selon les documents cités, les Palestiniens réclamaient des territoires israéliens, dont une bande de terre près de la bande de Gaza où vivent la plupart des Israéliens d'origine arabe.

Les Palestiniens proposaient également que l'esplanade des Mosquées dans la vieille ville de Jérusalem soit temporairement placée sous contrôle international.

Sur la question des réfugiés, les documents indiquent que les Palestiniens avaient accepté qu'Israël accueille 10 000 réfugiés par année pendant 10 ans, pour un total de 100 000. Les Palestiniens ont insisté pour que tous les réfugiés de la guerre de 1948-1949 et leurs descendants

– plusieurs millions de personnes – aient le droit de revenir en Israël. Les Israéliens ont toujours rejeté cette demande comme une menace au caractère juif de leur État.

## Documents fabriqués?

L'ancien négociateur en chef palestinien Ahmad Qorei affirme pour sa part dans un des documents que les Israéliens pouvaient garder « toutes les colonies à Jérusalem à l'exception d'Abou Ghneim », appelée Har Homa par les Israéliens, et dont la construction avait porté un sévère coup aux négociations.

Ahmad Qorei est également cité dans l'un des documents demandant à M<sup>me</sup> Livni en 2008 « de renforcer le blocus israélien imposé à Gaza ».

En entrevue avec l'Associated Press, l'ex-négociateur pales-

tinien en chef a soutenu que « plusieurs parties du document avaient été fabriquées, en tant que partie visant à nuire à l'Autorité palestinienne et au leadership palestinien ».

## Proposition de Lieberman

Ces « fuites » surviennent au moment où le ministre israélien des Affaires étrangères, Avidgor Lieberman, travaille sur un accord de paix intermédiaire qui accorderait la moitié de la Cisjordanie aux Palestiniens dans l'attente d'un règlement final du conflit, selon un responsable du gouvernement.

En pleine offensive diplomatique pour obtenir la reconnaissance internationale de leur futur État, les Palestiniens ont immédiatement dénoncé cette initiative du chef du parti ultra-nationaliste Israël Beytenou.

# La liberté n'est plus où elle était...



AGNÈS  
GRUDA  
CHRONIQUE

Un jeune homme qui achète pour la première fois de sa vie un journal dans un kiosque où l'on peut trouver *Le Monde* ou le *Courrier international*, des publications interdites il y a encore quelques jours. Cette scène rapportée par ma collègue Laura-Julie Perreault en dit long sur le vent de liberté qui souffle sur la Tunisie. Dans ce pays où la parole a été muselée pendant près d'un quart de siècle, l'information circule enfin et les critiques sont permises.

Parallèlement, un autre pays, qui célébrait il y a un peu plus de 20 ans son propre retour à la liberté d'expression, vient de faire brutalement marche arrière. Ce pays, c'est la Hongrie. En décembre 2010, son gouvernement, dirigé par l'ultraconservateur Victor Orban, a adopté une loi qui n'impose ni plus ni

moins que la censure de l'État sur les médias. Ceux-ci tombent désormais sous l'autorité d'un Conseil dont les membres sont nommés par... le gouvernement. Et qui peut imposer des sanctions à des journalistes pour leur manque d'«équilibre» ou d'«objectivité politique.»

Le cas échéant, la facture peut être salée: jusqu'à un million de dollars. En vertu de la nouvelle loi, le Conseil a aussi le pouvoir de perquisitionner chez les médias et de fouiller dans les calepins de notes et les ordinateurs des journalistes. Bonjour la protection des sources.

Moins d'un mois après son adoption, la loi a déjà fait sa première victime: Attila Mong, populaire animateur de radio qui a osé observer une minute de silence sur les ondes pour protester contre la nouvelle loi. Poursuivi pour

manque de professionnalisme, il a été banni des ondes en attendant l'issue du procès.

Comme l'explique un autre journaliste hongrois dans un article diffusé par Rue89, la Hongrie a beau reculer dans le temps, elle n'en reste pas moins moderne. Car sa loi vise non seulement les médias traditionnels, mais également le web. Tous les blogues «édités» et générant des revenus relèvent de l'autorité du Conseil des médias. Mais qu'est-ce qu'un

gens dans un état d'incertitude et d'insécurité, en espérant qu'ils deviendront leurs propres censeurs», affirme le journaliste hongrois. Qui s'exprime anonymement, il va de soi.

Ce qui est ironique dans cette affaire, c'est qu'en s'attaquant à la liberté d'expression, la loi hongroise viole la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, dont la présidence est assumée, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, par... le premier ministre Victor Orban.

*Pendant que les médias avaient les yeux tournés vers la Tunisie, où un peuple plein d'espoir élargissait chaque jour sa marge de liberté, le recul hongrois est passé un peu sous le radar.*

blogue édité? À partir de quel degré de commercialisation les blogueurs doivent-ils respecter la loi? Et comment, au fait, définit-on l'objectivité et l'équilibre journalistiques? Il y a suffisamment de flou artistique autour de ces questions pour faire peur à tout le monde.

«C'est le principe même des dictatures que de maintenir les

Homme complexe, à la fois chaleureux, dynamique, mais aussi conservateur et autoritaire, Victor Orban a réussi à prendre le contrôle de plusieurs institutions démocratiques hongroises depuis son élection, en mai 2010. Il a été accueilli avec une brique et un fanal au parlement européen, mercredi dernier, alors que les

députés verts ont arboré un bâillon symbolique –allusion au contrôle qu'il vient d'imposer sur l'information.

Mais on en reste au symbole. Et même si la loi sur les médias a été dénoncée par Amnistie internationale et Reporters sans frontières, même si certains députés européens veulent imposer des sanctions à la Hongrie, il y a peu de chances pour que l'Europe passe aux actes.

Sous la pression, Victor Orban a promis d'assouplir sa loi. Ça reste à voir. En attendant, cette histoire met en lumière le paradoxe d'un pays qui, il n'y a pas si longtemps, aspirait à se joindre à l'Europe pour y trouver une liberté qu'il tente aujourd'hui de museler. Se dirigeant tout droit vers une nouvelle forme de régime politique, d'ores et déjà baptisé de «démocrature.»

Pendant que les médias avaient les yeux tournés vers la Tunisie, où un peuple plein d'espoir élargissait chaque jour sa marge de liberté, le recul hongrois est passé un peu sous le radar. Il rappelle pourtant à quel point les libertés sont fragiles et ne doivent jamais être tenues pour acquises.

## La rue tunisienne manifeste jour et nuit

### Des paysans se joignent aux Tunisois pour faire tomber le gouvernement

D'APRÈS L'AFP

TUNIS — La pression de la rue pour faire tomber le gouvernement de transition dominé par les ministres du régime Ben Ali s'est accentuée hier devant le palais du premier ministre, à Tunis, où des jeunes venus du centre-ouest du pays devaient passer la nuit, défiant le couvre-feu.

La poursuite des manifestations durant tout le week-end à Tunis a relancé les spéculations sur la capacité du gouvernement provisoire à résister à la pression populaire, alors qu'un appel à la grève illimitée des enseignants du primaire a été lancé pour aujourd'hui, date théorique de reprise des cours.

Dans l'intervalle, l'agence officielle tunisienne TAP a annoncé l'arrestation de Larbi Nasra, propriétaire de la chaîne de télévision privée Hannibal, accusé de «haute trahison et complot contre la sécurité de l'État» pour avoir voulu favoriser le retour du président déchu Zine el-Abidine Ben Ali.

«Nous n'allons pas quitter la place avant que ce gouver-



PHOTO ZOHRA BENSEMRA, REUTERS  
Un millier de paysans déshérités ont manifesté hier sous les fenêtres du bureau du premier ministre, à Tunis.

nement dégage», a déclaré peu avant l'entrée en vigueur du couvre-feu à 20h Mizar, étudiant de Tunis originaire de Sidi Bouzid (Centre-Ouest), devant le palais de la Kasbah qui abrite les bureaux du premier ministre, Mohammed Ghannouchi.

Alors que quelques milliers de personnes –syndicalistes,

islamistes, militants de gauche ou simples Tunisois accompagnés de femmes et enfants – ont manifesté sur place toute la journée, ils étaient encore des centaines dans la soirée à exiger la démission du gouvernement.

La plupart sont de jeunes ruraux déshérités, partis samedi du centre-ouest du

pays, foyer de la «révolution du jasmin» –dont la répression par la police a fait une centaine de morts selon l'ONU–, et arrivés hier à l'aube à Tunis formant un convoi hétéroclite baptisé «caravane de la libération».

Ils s'organisaient pour passer la nuit dans des sacs de couchage ou sous des tentes, tandis que des voisins leur apportaient sandwiches et boissons.

«Nous allons très probablement les laisser ici parce qu'ils sont venus de loin et ne peuvent aller nulle part. Mais nous allons leur interdire de se déplacer» dans la capitale, a déclaré à l'AFP un officier de l'armée sur place, sous couvert de l'anonymat.

Un nouveau groupe d'environ 300 habitants de Kasserine (Centre-Ouest), autre haut lieu de la révolte populaire, a rejoint les protestataires trois quarts d'heure avant le couvre-feu.

Des messages sur Facebook faisaient état d'autres groupes de provinciaux s'organisant pour marcher aujourd'hui sur la capitale.

## DES PROCHES DE BEN ALI À MONTRÉAL

Les membres de la famille de Zine el-Abidine Ben Ali arrivés récemment à Montréal possèdent le statut de résident permanent, ce qui leur confère presque tous les mêmes droits qu'un citoyen canadien, a affirmé hier le ministre de l'Immigration, Jason Kenney. Son ministère avait souligné samedi à l'AFP que «M. Ben Ali, les membres destitués de l'ancien régime tunisien et leurs proches n'étaient pas les bienvenus au Canada». Samedi, *Le Journal de Québec* a annoncé l'arrivée d'un des frères de la femme de Ben Ali, sa femme, leurs deux enfants et leur gouvernante. Selon Radio-Canada, citant hier des sources gouvernementales, le jet privé qui a déposé les Ben Ali à Montréal-Trudeau transportait de cinq à 10 membres du clan. Il aurait atterri jeudi, et non vendredi. – AFP

Très contesté, le gouvernement semble toujours tabler sur un très hypothétique essoufflement du mouvement dans les jours à venir et s'efforce de remettre le pays sur les rails en relançant notamment l'activité économique.

Aujourd'hui sera une journée test pour jauger l'évolution du rapport de force rue-gouvernement.

## Acura... une résolution qui tient la route!

**ACURA**  
DEVANT.  
acuraquebec.ca



**TL** | 2011 | MOTEUR V6 VTEC<sup>®</sup> DE 280 CHEVAUX

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS  
**388\$**  
COMPTANT DE 7 988\$

RABAIS À L'ACHAT DE  
**3 500\$**

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**



**MDX** | 2011 | AVEC **SH-AWD**

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 48 MOIS  
**598\$**  
COMPTANT DE 9 488\$

RABAIS À L'ACHAT DE  
**4 000\$**

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR **INCLUS**

ACURA MÉTROPOLITAIN  
5625, boul. Métropolitain  
St-Léonard  
514 362-2872

ACURA BROSSARD  
9100, boul. Taschereau  
Brossard  
450 659-1616

LUCIANI ACURA  
4040, rue Jean-Talon O.  
Montréal  
514 340-1344

ACURA DE LAVAL  
2500, boul. Chomedey  
Laval  
450 682-4050

ACURA PLUS  
255, boul. de la Seigneurie  
Blainville  
450 435-4455

ACURA GABRIEL  
4648, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
514 696-7777

L'acheteur avisé lit les petits caractères: \* Offre d'une durée limitée du 4 janvier au 31 janvier 2011 applicables à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TL 2011 (UA8F2B) et MDX 2011 (YD2H2B) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 388 \$/598 \$ moyennant un versement initial de 7 988 \$/9 488 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le TL/MDX. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 96 000 km pour 48 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Les offres sont sujettes à approbation de crédit. † Les rabais de 3 500 \$/4 000 \$ sont applicables sur le prix d'achat avant les taxes sur les modèles Acura TL 2011 (UA8F2B) et MDX 2011 (YD2H2B) respectivement. Cette offre s'applique aux livraisons au détail pour usage personnel seulement des modèles neufs achetés et livrés entre le 4 janvier et le 31 janvier 2011 chez les concessionnaires Acura participants et ne peut être combinée avec des taux subventionnés au financement ou à la location. Le concessionnaire peut vendre à plus bas prix. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

# FORUM

## LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

### La mafia est partout



FRANÇOIS CARDINAL

francois.cardinal@lapresse.ca

À première vue, la rafle de New York, qui a permis jeudi l'arrestation d'une centaine de membres présumés de la mafia italienne, donne raison au premier ministre Charest: c'est en laissant les policiers faire leur travail que l'on purgera l'économie du monde interlope.

### La rafle de New York confirme l'importance d'une enquête sur la corruption au Québec.

Mais au contraire, ce coup de filet confirme plus que jamais l'importance de tenir au Québec une commission d'enquête sur la corruption.

En prenant du recul face aux images saisissantes de ces arrestations massives, on s'aperçoit que l'opération du FBI corrobore en effet les deux hypothèses qui justifient la tenue d'une telle enquête publique.

D'abord, le crime organisé a étendu ses tentacules dans toutes les sphères de l'économie. À New York, des accusations de meurtres ont été portées contre les suspects, mais aussi des accusations liées aux activités «classiques» de la mafia, tels le blanchiment d'argent, l'extorsion de fonds et... le racket lié à l'industrie de la construction.

Autant de choses que l'on retrouve ici même au Québec, comme en ont attesté les opérations Compote, Colisée et Marteau.

Ensuite, le coup de filet du FBI démontre combien les

opérations policières qui l'ont précédé n'ont fait qu'égratigner le crime organisé. Après chaque vague d'arrestations, la pègre se réorganise, s'ajuste, se modernise. Les arrestations de jeudi ont beau être sans précédent, elles seront à recommencer.

Autant de choses, là encore, qui se manifestent à Montréal, où la mafia est en pleine réorganisation.

Donc oui, l'opération du FBI confirme l'importance des enquêtes policières. Mais plus encore, elle montre les limites de ces dernières, qui agissent tel un scalpel: elles permettent d'extraire le pus, mais elles ne guérissent pas la plaie.

On peut bien multiplier les escouades, les arrestations et même les peines, jamais elles ne réussiront à ébranler les fondations du monde interlope. D'où l'importance, parallèlement aux actions policières, d'une commission d'enquête publique pour cerner l'influence de la mafia, déterminer son modus operandi, comprendre qui tire les ficelles, trouver les craques par lesquelles le crime s'infiltrer.

Le juge Robert Cliche, qui a présidé la commission sur la construction il y a une trentaine d'années, avait bien raison de souligner la nécessité de répéter ce genre d'exercices aux 15 ans. Car il est important que les élus, au même titre que les citoyens, les fonctionnaires et les gens d'affaires, comprennent comment le système fonctionne.

L'immense popularité du livre *Mafia inc.* (63 000 livres vendus), des collègues André Cédilot et André Noël, témoignent d'ailleurs du besoin qu'ont les Québécois d'en savoir plus sur ce monde interlope que l'on côtoie quotidiennement, à notre insu. Car voilà ce que concluent les auteurs: jamais la mafia montréalaise n'a été aussi enracinée dans l'économie licite.

Qu'attend-on pour dévoiler au grand jour les tentacules de cet empire de bandits?

### L'offensive emploi d'Obama



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Le discours sur l'état de l'Union que Barack Obama prononcera demain soir ne surprendra personne. Le président doit s'occuper de l'emploi. Et contrairement aux réformes de la santé et de la finance, la difficulté ne sera pas de faire accepter un plan, mais de produire des résultats.

«La vérité au sujet de l'économie actuelle, c'est que si nous voulons vraiment défendre les entreprises et les emplois américains, l'une des choses les plus importantes à faire est d'ouvrir davantage de marchés aux produits américains», a déclaré Obama, samedi, dans son allocution hebdomadaire.

La vérité sur l'économie américaine, c'est que malgré son redressement, le taux de chômage reste désespérément élevé. Et que la Maison-Blanche n'a pas beaucoup de pouvoir sur la création d'emplois. À moins de la stimuler artificiellement à coups de grands travaux, ce dont les États-Unis n'ont plus les moyens. Surtout pas à la grandeur du pays.

Le mieux que le président puisse faire, c'est de mettre en place des conditions qui inciteront le secteur privé à embaucher des travailleurs. Il s'y est attelé vendredi en nommant Jeff Immelt, PDG de General Electric, à la tête de son nouveau Conseil sur l'emploi et la compétitivité.

GE se pose en modèle de ce que prône Obama. Le conglomérat a créé quelque 6000 emplois manufacturiers aux

États-Unis l'an dernier, dont plusieurs découlent de ses investissements en recherche et développement, auxquels il consacre environ 6% de son chiffre d'affaires.

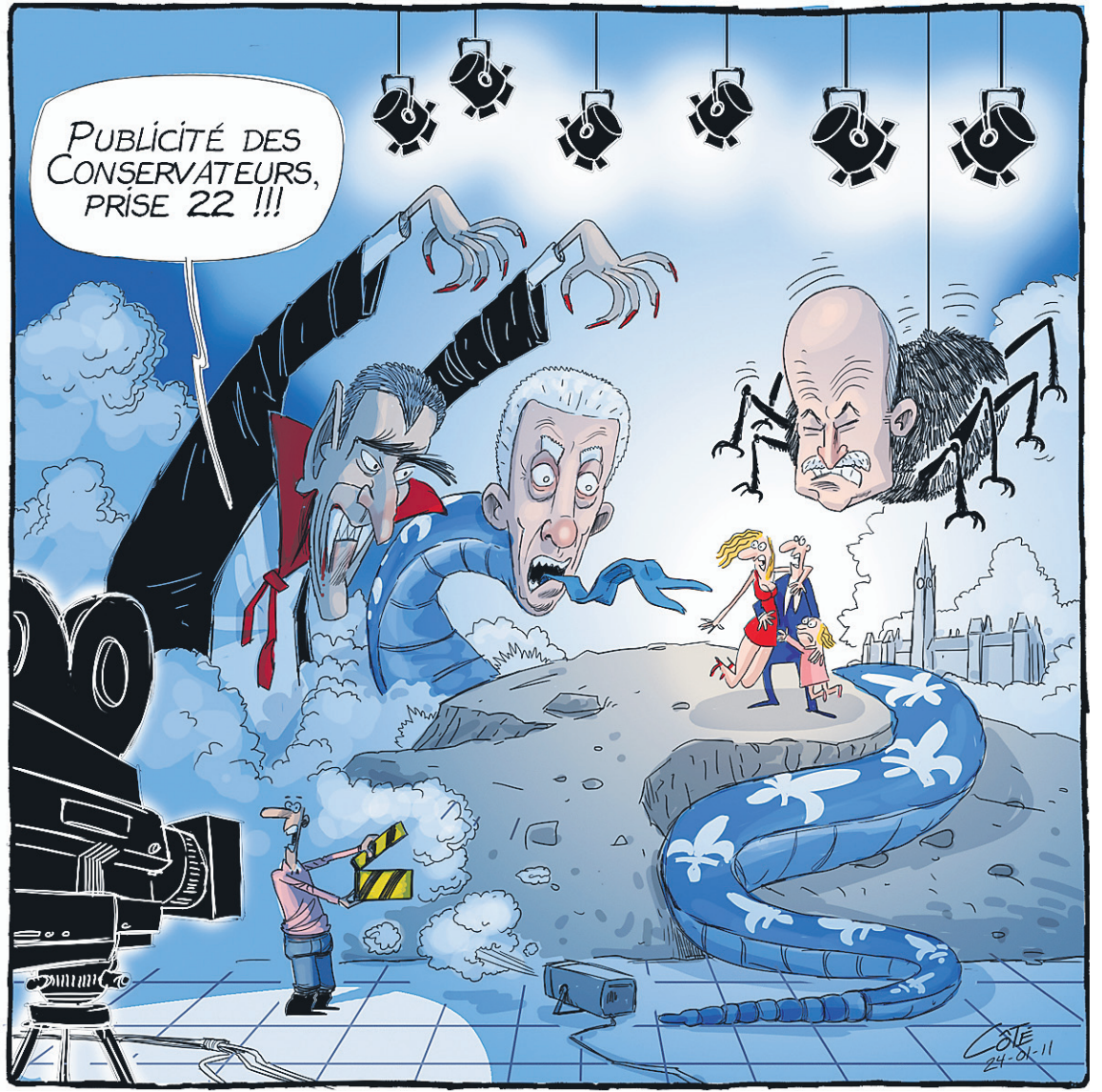
Sauf que GE est aussi un triste exemple de la réalité manufacturière américaine. La société a fermé trois usines rentables pour déménager les emplois outre-mer l'an dernier, dénonce l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale. Si Jeff Immelt, qui reste à la tête de GE, continue sur cette lancée, son Conseil sur l'emploi perdra toute crédibilité. Et le président Obama ne manquera pas d'être éclaboussé.

Par contre, si ce patron prend sa mission au sérieux, il pourrait avoir une influence considérable. Républicain de longue date, très engagé dans la commémoration du 100<sup>e</sup> anniversaire de naissance de Ronald Reagan, Immelt aura l'écoute du secteur privé.

Les entreprises canadiennes ont tout intérêt à ce que nos voisins, et plus gros clients, se remplissent. Qu'ils misent sur l'exportation pour y parvenir risque cependant d'en bousculer plusieurs. Avantage par un dollar anémique, leur présence concurrentielle se fera de plus en plus sentir, ici comme à l'étranger.

La contrepartie heureuse, c'est que les Américains n'ont plus le choix de prendre position, ouvertement et sans ambiguïté, en faveur du libre commerce. «Ceux qui prétendent accroître l'emploi manufacturier en érigeant des barrières commerciales ont tout faux», a souligné le patron du nouveau Conseil sur l'emploi et la compétitivité dans une lettre ouverte au *Washington Post*.

Sages paroles, que nous saurons rappeler au besoin.



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

## CONJONCTURE

# Domination menacée

Pour la première fois, les États-Unis pourraient se faire devancer par une autre puissance... la Chine

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste principale du Centre d'étude prospective et d'information internationale (CEPII) à Paris.

La visite du président chinois aux États-Unis a mis en présence les chefs d'État des deux plus grandes puissances économiques mondiales, puisque la Chine a, l'année dernière, dépassé le Japon.

Les États-Unis conservent une confortable avance: ils représentent, en 2010, 24% du produit intérieur brut (PIB) mondial, trois fois plus que la Chine (8%), mais leur domination économique s'effrite peu à peu alors que la Chine est en ascension rapide.

La taille économique de la Chine pourrait dépasser celle des États-Unis avant 20 ans. D'ores et déjà, elle exerce une forte attraction économique en Asie et dans le monde. Elle est le premier exportateur mondial (devant l'Allemagne), elle accroît sa présence financière à travers des investissements internationaux et des prêts aux États (elle est ainsi le premier créancier du Trésor américain). Ses besoins en

énergie et en matières premières la poussent à étendre son influence économique et politique, notamment en Afrique.

Enfin, ses moyens lui permettent de financer un accroissement rapide de ses dépenses militaires et la modernisation de son armée, même si elle est loin, dans ce domaine aussi, d'avoir rattrapé les États-Unis.

C'est finalement la première fois que les États-Unis doivent faire face à la perspective d'une remise en question de leur domination globale, non seulement économique, mais politique.

### Pour la Chine, le jeu n'est pas gagné d'avance.

L'Union soviétique, à l'époque de la guerre froide, était le rival stratégique et militaire des États-Unis, mais sa zone d'influence économique ne dépassait guère le «rideau de fer» en Europe, et quelques États alliés dans le tiers-monde (Cuba). L'Union soviétique s'est épuisée dans une course aux armements pour tenter de maintenir la parité militaire avec les États-Unis.

Le Japon, au zénith de son ascension économique, au début des années 90, pesait plus lourd que la Chine actuellement (en

1993, il faisait 18% du PIB mondial) et il était beaucoup plus près de rattraper les États-Unis que la Chine ne l'est actuellement. En prolongeant les courbes, on pouvait alors prédire qu'il dépasserait les États-Unis en 2010! Mais, le Japon n'était pas une grande puissance militaire et il était politiquement dans l'orbite des États-Unis.

La Chine a certes l'avantage du nombre (1,3 milliard d'habitants). En outre, à la différence du Japon, elle peut prétendre à tous les attributs de la puissance. Elle a fait son retour sur la scène internationale en retrouvant son siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 1971. Depuis 1978, ses dirigeants ont fait de la modernisation de l'économie un moyen pour remettre le pays au rang des grandes puissances mondiales, tout en assurant la pérennité du régime communiste, et ils ont jusqu'ici réussi. Les États-Unis font face à une situation inédite.

Pour la Chine, le jeu n'est pas gagné d'avance. Elle aborde une nouvelle étape de son développement, marquée par le vieillissement de sa population et des transformations sociales d'une ampleur sans précédent (comme son urbanisation). Elle doit aussi faire accepter sa présence et son influence croissantes dans le monde et désamorcer les craintes qu'elles suscitent.



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Le président chinois, Hu Jintao, était en visite officielle à Washington la semaine dernière pour y rencontrer Barack Obama. Parions que l'économie a été au centre des discussions entre les deux hommes.

## À BIEN Y PENSER

Le touriste canadien, seul responsable de tous les maux qui affligent la République dominicaine? Et les propriétaires d'hôtels, de restaurants, de bars, de tous les petits commerces de plage, les agences de voyages, les compagnies d'aviation, tous ignorants de ce qui se passe dans leurs destinations? Et le gouvernement de ce pays? Et les familles des prostituées qui vivent de cet argent? Non, tout est de la faute de l'homme blanc. — Pierre Desrochers, Laval

## FORUM

## Appeler un chat un chat



ALAIN DUBUC  
COLLABORATION SPÉCIALE  
adubuc@lapresse.ca

Le verdict populaire est tombé. Les deux tiers des Québécois, a révélé notre sondage CROP, ont rejeté les conclusions du rapport Bastarache.

Cela s'explique par le fait qu'ils ne croiraient pas Jean Charest même s'il donnait des conseils de jardinage. Et parce qu'ils ont un faible pour des personnalités publiques comme Marc Bellemare, des héros populistes qui s'attaquent aux puissants de ce monde.

Mais leur incrédulité tient largement à l'hiatus énorme entre leurs propres perceptions et ce qu'ils ont compris des conclusions du commissaire. Ils sont convaincus, à juste titre, que le favoritisme politique existe, que les collecteurs de fonds en mènent large — ils les ont même vus devant les caméras lors des travaux de la commission. Et le juge Bastarache vient leur dire que tout va bien.

Les Québécois rejeteraient sans doute moins les conclusions du rapport s'ils l'avaient lu et bien compris. Et si le mandat confié au juge Bastarache par le premier ministre Charest n'avait pas été aussi étroit. Le résultat, c'est que le rapport ne répond pas aux questions que se posent les gens.

Le favoritisme existe pour les nominations, pour l'attribution de contrats. Il suffit de voir à quel point entrepreneurs, ingénieurs, architectes, avocats contribuent aux caisses de partis, dans l'espoir d'un retour d'ascenseur. Les audiences de la commission nous ont montré comment le collecteur Charles Rondeau discutait de nominations avec un membre du cabinet du premier ministre, Chantal Landry. Mais ces nominations ne portaient pas sur les juges et ne relevaient donc pas du mandat de la commission. D'où une première confusion.

*S'il y a favoritisme, il ne se fait pas au détriment de la qualité de la magistrature.*

La seconde confusion provient du fait que le premier volet du mandat de la commission, le plus visible, ne portait pas sur le favoritisme ordinaire, mais sur quelque chose de beaucoup plus grave, le « trafic d'influence », les « pressions colossales », le fait qu'un spécialiste de l'excavation puisse dicter ses choix à un ministre de la Justice. Ce sont ces allégations, celles de Marc Bellemare, que le juge Bastarache a rejetées.

Mais cela n'exclut pas que le favoritisme intervienne dans la nomination des juges. Nous savons que l'appartenance politique joue un rôle. Les juges sont nommés par des politiciens, dans un processus où existe un élément discrétionnaire. Un avocat péquiste a beaucoup plus de chances d'être nommé juge quand le PQ est au pouvoir. Même chose dans le cas des libéraux, peut-être plus avec le gouvernement Charest. Même chose à Ottawa.

Le juge Bastarache, dans le second volet de son mandat, s'attaque à cet enjeu, mais sur un mode si théorique qu'on bascule dans le non-dit et la langue de bois.

Mieux vaut aborder la chose franchement. On découvre alors que le critère de l'appartenance politique est loin d'être systématique. Que, dans bien des cas, il s'agit moins de récompenses partisans que le reflet de l'existence de réseaux et d'affinités. Et surtout, qu'il existe maintenant des mécanismes de sélection. Les politiciens nomment les juges à partir d'une liste de candidats qui ont été évalués pour leur compétence. S'il y a un favoritisme, il ne se fait pas au détriment de la qualité de la magistrature.

Faut-il changer de régime et retirer aux politiciens le pouvoir de nommer les juges, comme en Grande-Bretagne? Le rapport Bastarache écarte cette avenue. Parce qu'un processus indépendant mène à d'autres problèmes. Il propose plutôt de resserrer et de formaliser le processus de nomination pour en réduire l'arbitraire.

Pour la crédibilité du rapport, il aurait fallu appeler un chat un chat. Si M. Bastarache propose d'importants changements, c'est clairement pour dépolitiser encore plus le processus de nomination des juges, pour réduire la crise de confiance dont souffrent nos institutions. Pourquoi ne pas l'avoir dit franchement?

## TUEZ-MOI AVANT!

Atteinte d'alzheimer, ma mère de 83 ans se révolte avec raison au CHSLD

MANON BEAUDET



Résidente de Laval, l'auteure est la fille d'une dame atteinte de la maladie d'Alzheimer.

J'ai le cœur en lambeaux et la tête en déroute. J'ai une mère encore vivante de 83 ans, un peu alzheimer...

Après un séjour de deux mois et demi à l'hôpital où l'une de ses compagnes de chambre est décédée sous ses yeux et où le cadavre n'a été retiré qu'après un certain temps.

Après avoir côtoyé un autre compagnon de chambre, souffrant, agonisant, râlant sa douleur et sa détresse. Après avoir partagé sa chambre avec une autre compagne qui ne se levait pas et qui utilisait la bassine, après la puanteur intenable dans la chambre, car on n'avait pas le temps de venir enlever cette bassine et son contenu.

Après au moins une dizaine de déménagements à l'intérieur même de l'hôpital.

Après une contamination à la C. difficile et l'isolement qui a suivi.

Après une interdiction de visites, peu après Noël, maintenue jusqu'à presque la mi-janvier à cause d'une épidémie de gastro-entérite.

Après tout cela, je reçois un appel un beau vendredi matin : « Madame, on a une place pour votre mère en CHSLD et elle doit sortir de l'hôpital aujourd'hui même, au plus tard cet après-midi. » Ma mère sera placée à cet endroit en attendant d'obtenir une place définitive...

Nous arrivons au CHSLD, mon frère, ma mère et moi. Nous sommes chaleureusement accueillis.

J'étais déjà avisée qu'elle ne pourrait pas avoir de chambre privée, mais de là à se retrouver dans une chambre où elle a à peine deux pieds pour circuler autour de son lit, où elle partage sa chambre avec une autre femme grabataire, et sourde de surcroît, qui écoute son téléviseur à tue-tête... Une chambre où elle doit partager la toilette avec trois autres résidents. Une chambre encombrée par le fauteuil roulant de sa compagne qui obstrue le seul chemin qui mène à la toilette. Une chambre avec un rideau qui sépare les lits côte à côte. Une chambre



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Nous savons tous que le sort réservé à nos aînés n'est pas enviable... Il faut se battre, refuser que l'on traite nos aînés comme du bétail.

avec une fenêtre donnant sur un gros garage.

Ma mère ne veut pas rester là, et elle a bien raison. Pourtant, on nous a bien avisés que nous n'aurions pas le choix! De plus, elle doit demeurer confinée à sa chambre toute la fin de semaine, car elle arrive de l'hôpital où sévissait une épidémie de gastro-entérite, quoiqu'elle n'était pas atteinte. Isolée, dans un coqueron, 48 heures, sans télévi-

**Je dois convaincre ma mère de rester dans cet endroit pitoyable sous prétexte qu'elle n'est pas une riche héritière.**

seur ni téléphone. Elle refuse ces conditions, et la panique commence à s'installer.

Ma mère se retrouve dans cette chambre minuscule où elle ne veut pas rester! Je fais les 100 pas dans le couloir, incapable de formuler une demande claire. Je dois convaincre ma mère de rester dans cet endroit pitoyable sous prétexte qu'elle n'est pas une riche héritière. Le personnel courtois se mobilise

autour du cas de ma mère, échange et cherche une solution. Soudain, l'une d'entre elles, une préposée, suggère une chambre privée, vide, un étage plus haut. La directrice, voyant la fragilité de ma mère, acquiesce rapidement à la demande. Merci à ces femmes de cœur d'humaniser le système...

Ma mère se retrouve donc dans cette nouvelle chambre où elle pourra enfin dormir seule; une chambre qui donne sur le garage d'à côté. Nous l'installons sommairement. Elle semble vouloir accepter sa nouvelle situation... temporaire.

J'ai une mère de 83 ans « avec de la broche dans la tête » qui refuse d'être traitée comme du bétail. Bravo, maman, d'être encore capable de contester devant ces conditions inhumaines de détention.

Nous savons tous que le sort réservé à nos aînés n'est pas enviable. Les journaux et la télévision ne cessent de dénoncer cette situation, mais nous n'avions pas encore été atteints aussi abruptement.

Je suis revenue à la maison, ébranlée, attristée, presque sans voix. Maman, nous continuerons de veiller sur toi... mais tuez-moi avant que je connaisse cette déchéance.

## Mourir de vivre au Québec

ÉRIC SASSET



L'auteur est un représentant qui réside à Greenfield Park.

Quelle honte ! Parce qu'on n'a pas eu la chance d'être traité à temps, parce qu'il n'y a pas de dépistage systématique, parce que les urgences sont engorgées, parce que tout simplement on n'a pas voulu déranger, on meurt.

Quelle tristesse de voir des hôpitaux dans un état de délabrement avancé, des salles d'attente vétustes sans la moindre chaleur humaine, des appareils désuets et puis surtout des couloirs où l'on jette aux ordures la dignité de l'homme.

Quelle aberration de voir ces médecins venus d'Europe, du Moyen-Orient, du Maghreb ou d'Afrique noire, compétents, expérimentés, volontaires, qui ont fait leurs études dans les plus grandes écoles de médecine, aussi aptes si ce n'est plus, prêts à aider un système englué, mais qui ne peuvent le faire parce qu'une corporation privilégiée protège ses acquis.

Vergogna a te, criaient les Italiens à tous ces politiciens incapables de régler une fois pour toutes le problème par manque de bon sens, de compétences, de volonté politique et surtout parce qu'aucun d'entre eux ne doit faire face

à la misère des pauvres gens. Leurs contacts leur assurent un accès aux meilleurs soins sans attente.

Quel respect pour cet extraordinaire peuple québécois, quelle résilience: ils attendent des journées entières avec leurs enfants dans des urgences pourries pour voir un médecin, sans se plaindre. Après quelques heures, ils vont chercher leur lunch ou leur souper et reviennent s'asseoir quand ils le peuvent, un ou deux enfants dans les bras épuisés par l'attente, anxieux pour leurs petits avec leur solitude de patient ordinaire.

S'ils étaient français ou italiens, ils auraient déjà mis à sac quelques

urgences, le ministre de la Santé serait obligé de vivre cloîtré, protégé par des gardes du corps. En fait, cela n'arriverait pas dans ces pays où la mèche est courte, la révolution de la santé aurait déjà eu lieu.

J'admire ces gens résignés qui ont accepté leur sort, celui d'être mal servis, d'être mal ou de ne pas être soignés parce qu'ils n'ont pas accès à un médecin.

**J'admire ces Québécois résignés qui ont accepté leur sort, celui d'être mal servis, d'être mal ou de ne pas être soignés parce qu'ils n'ont pas accès à un médecin.**

Je prône une révolution « pas tranquille » de la santé. J'espère que les Québécois auront un jour le courage comme leurs cousins outre-Atlantique de descendre en masse dans la rue, de dire que c'est assez, que 24 heures dans des urgences à Montréal, c'est trop, que nos aînés qui traînent des jours dans une camisole entrouverte dans un couloir méritent mieux, que ces traitements sont indignes d'un pays aussi riche que le nôtre, qu'on ne doit pas mourir de vivre au Québec.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7000  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

